

SCIENCE connection

59

décembre 2018 - janvier-février 2019



www.scienceconnection.be
paraît cinq fois l'an
bureau de dépôt: Bruxelles X
/ P409661
ISSN 1780-8456



recherche



espace



nature

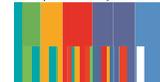


art



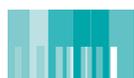
documentation

Politique scientifique fédérale

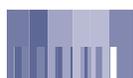


belspo .be

Le magazine de la POLITIQUE SCIENTIFIQUE FÉDÉRALE



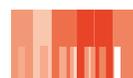
recherche



espace



nature



art



documentation

La Politique scientifique fédérale, outre la Direction générale 'Recherche et Spatial' et les Services d'appui, regroupe des Établissements scientifiques fédéraux et des Services de l'État à gestion séparée.

Etablissements scientifiques fédéraux



Archives générales du Royaume
Archives de l'Etat dans les provinces
www.arch.be



Koninklijke Bibliotheek van België
Bibliothèque royale de Belgique

Bibliothèque royale de Belgique
www.kbr.be



REGIUM
CEGESOMA

Centre d'Études et de Documentation
Guerre et Sociétés contemporaines
www.cegesoma.be

CINEMATEK

Cinémathèque royale de Belgique
www.cinematek.be



Musées royaux des Beaux-Arts de
Belgique
www.fine-arts-museum.be

A&H

Musées royaux d'Art et d'Histoire
www.mrah.be



Institut royal du Patrimoine artistique
www.kikirpa.be



Institut royal des Sciences naturelles
de Belgique / Muséum des Sciences
naturelles
www.sciencesnaturelles.be

AFRICA
MUSEUM

Musée royal de l'Afrique centrale
www.africamuseum.be

Belnet
dedicated connectivity

www.belnet.be



Observatoire royal de Belgique
www.astro.oma.be



Institut royal météorologique de
Belgique
www.meteo.be



Institut royal d'Aéronomie spatiale de
Belgique
www.aeronomie.be



Planétarium de l'Observatoire royal de
Belgique
www.planetarium.be

Institutions partenaires



Institut Von Karman
www.vki.ac.be



Fondation universitaire
www.fondationuniversitaire.be



Fondation Biermans-Lapôtre
www.fbl-paris.org



Academia Belgica
www.academiabelgica.it



Académie royale des
Sciences d'Outre-mer
www.kaowarsom.be



Académie royale des
Sciences, des Lettres et des
Beaux-Arts de Belgique
www.academieroyale.be

Sommaire



2
Réouverture de l'AfricaMuseum



16
Choisissez un nom pour le nouveau navire de recherche belge



18
Berlin 1912-1932



24
Feuille de route ESFRI 2018

28

Les violences sexuelles en Belgique

32

Vers un archivage fédéral du web



35
Travailleurs pauvres et changements dans l'emploi, les revenus et la composition de famille



39
La plateforme de connaissances TEMAS



43
2014-2018, les commémorations se terminent mais la recherche continue



47
Inca Dress Code

Avant-propos

L'hiver 2018-2019 commence en grande pompe ! Jugez plutôt : un nouvel AfricaMuseum se révèle au public en tant que centre de recherche, musée et lieu de rencontre. Ce nouveau musée disposera désormais d'un complexe de bâtiments plus vaste et entièrement rénové. Cette infrastructure ultramoderne correspond totalement à l'idée de ce que doit être un musée de nos jours. La préparation minutieuse et l'investissement sans limite de tous les intéressés ont permis de boucler ce chantier en cinq ans à peine.

Grâce au contenu considérable qu'il offre, le nouvel AfricaMuseum propose une expérience agréable pour le visiteur, aujourd'hui accessible à tous. Si c'est désormais le cas, il n'en a pas toujours été ainsi, lorsque c'était un musée colonial par exemple. Le passé est aujourd'hui vu d'un œil critique. Cela permet déjà à cet établissement de faire office de forum pour le transfert impartial de connaissances, de débat animé et pour se constituer une opinion fondée. Il se profile désormais avant tout comme l'endroit par excellence pour découvrir l'Afrique contemporaine et son regard vers l'avenir.

Les différentes contributions de la présente édition concernent le nouvel AfricaMuseum, que ce soit sur le plan du contenu ou de la forme. Elles expliquent certaines facettes seulement d'un ensemble complexe et extraordinaire : le nouveau cadre architectonique ; l'histoire du continent africain ; la période brève mais significative de l'Afrique centrale sous pouvoir belge ; la biodiversité particulièrement riche ; la diversité des langues ; la musique riche et complexe ; l'enchantement que représentent les rituels ; le génie artistique et sa phénoménale influence, ... Les visiteurs quitteront le musée en éprouvant un sentiment mêlé de fascination, d'implication et de respect. Dans ce même esprit, la majeure partie de ce que présente aujourd'hui le musée résulte d'un échange et d'un dialogue.

Depuis mon entrée en service en tant que secrétaire d'État, je m'efforce d'aiguiller également les autres établissements scientifiques fédéraux sur la voie du XXI^e siècle. Leur potentiel justifie en effet une implication constante et un investissement des autorités. Je me réjouis dès lors d'avoir pu lancer la rénovation des différents musées fédéraux. Ainsi, je considère l'AfricaMuseum comme l'une des premières renaissances d'une longue série.

La politique scientifique fédérale est en effet bien davantage que le seul AfricaMuseum. Toutes les entités de la politique scientifique partagent la même volonté de performance, souhaitent effectuer une recherche de pointe et se montrent prêtes à partager cette connaissance. Cela se reflète également dans les diverses contributions du présent numéro. Je conclus dès lors en remerciant chaleureusement tous les auteurs du présent numéro.

Zuhal Demir
Secrétaire d'État à la Politique scientifique



Le nouveau pavillon d'accueil © David Plas

Interview

Guido Gryseels, directeur général de l'AfricaMuseum

Le musée a été fermé au public durant cinq ans pour cause de rénovation. Mais ce processus avait bien entendu commencé beaucoup plus tôt. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Quand je suis devenu directeur du Musée royal de l'Afrique centrale le 1^{er} août 2001, nous avons passé en revue le fonctionnement du musée et établi un plan stratégique avec l'ensemble du personnel. Chaque problème, opportunité, force et faiblesse a alors été abordé. Grâce à cet exercice, tout le monde a rapidement compris que la première priorité de la réforme de l'institution devait être la rénovation de l'exposition permanente du musée. Celle-ci n'avait plus fait l'objet de modification majeure depuis les années 50, et elle était donc toujours porteuse du message de l'époque. Par conséquent, nous présentions toujours l'image que la Belgique avait de l'Afrique avant la décolonisation. Et nous étions donc parfois qualifiés de 'dernier musée colonial au monde'.

Sous l'impulsion d'un petit groupe de scientifiques et de collaborateurs en charge des services au public, nous avons commencé à concevoir une ligne narrative. En même temps, nous avons élaboré le plan de restauration du bâtiment. Nous avons en effet réalisé qu'outre la modernisation du contenu du musée, une infrastructure améliorée, répondant aux exigences du XXI^e siècle, était une nécessité absolue. Dans l'ancien bâtiment, nous ne disposions pas de structures d'accueil ou de salles de réunion adaptées, et la boutique et le restaurant n'étaient pas non plus optimaux. Dans le même temps, nous avons aussi mis en place quelques réformes et innovations, comme un renforcement important de notre communication interne et externe, le développement d'un plan stratégique relatif aux collections, un examen et une amélioration de nos services orientés vers le public, ainsi qu'une réforme de la recherche scientifique.

Pourquoi avez-vous choisi de remplacer l'ancienne entrée par un nouveau pavillon d'accueil à côté du bâtiment du musée ?

Ce bâtiment est un monument classé datant de 1910. On ne peut donc pas y apporter toutes les modifications structurelles que l'on veut. Nous étions confrontés à de

nombreuses contraintes. La seule manière d'améliorer vraiment l'infrastructure était de créer une nouvelle construction. C'est ainsi que le nouveau pavillon en verre, situé à une centaine de mètres de l'ancien bâtiment du musée, a vu le jour. Il abrite toutes les fonctions qui ne sont pas strictement muséales. Les deux bâtiments sont reliés par une galerie souterraine, qui héberge aussi les salles d'exposition temporaire. De cette manière, nous avons pu doubler notre superficie pour le public, qui est passée de 6 000 m² à 11 000 m².

Quelle est la nouveauté dans l'exposition permanente ?

Premièrement, dans la nouvelle exposition permanente, nous voulons présenter l'Afrique contemporaine. Nous ne voulons plus être un musée de l'Afrique coloniale, mais de l'Afrique d'aujourd'hui et de demain, sans pour autant négliger l'histoire partagée de la Belgique et des pays d'Afrique centrale. Cela signifie que nous traitons aussi des thèmes actuels comme la diaspora, la biodiversité et le changement climatique, la vie quotidienne, les langues et la musique, ainsi que le paradoxe des ressources en Afrique. D'une part, l'Afrique est extrêmement riche en matières premières, mais, d'autre part, sa population est très pauvre. Deuxièmement, nous voulons aussi partager un discours beaucoup plus critique sur le passé colonial que celui que nous avons tenu jusqu'à maintenant, qui était trop partial. En outre, le but est de créer une sorte de 'lieu de mémoire', tant pour les Belges que pour les Congolais. Enfin, notre troisième objectif est d'être une plateforme de discussion où toutes les opinions peuvent s'exprimer. C'est aussi dans ce cadre que nous avons décidé de créer une salle Afropea, un espace dynamique où la diaspora peut raconter elle-même son histoire. Cette galerie sert aussi d'espace d'exposition, de lieu de rencontre et de centre de documentation. Elle a vu le jour en étroite collaboration avec des personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Les visiteurs sont invités à suggérer des corrections, ainsi qu'à partager des documents, photos et témoignages, afin que nous continuions à élargir nos connaissances. Nous espérons pouvoir devenir un réel lieu de rencontre et de dialogue pour toutes les personnes vraiment intéressées par l'Afrique.



Aimé Mpane, *Nouveau souffle ou le Congo bourgeonnant*, grande sculpture qui dialogue avec les statues d'origine coloniale. © MRAC, photo Jo Van de Vyver

Comment le musée aborde-t-il le passé colonial de la Belgique ?

Si l'on observe le passé colonial avec les yeux d'aujourd'hui, on ne peut que conclure que le colonialisme, en tant que système et mode de gouvernance, est immoral et que nous devons nous en distancier totalement. Aucun pays n'a le droit d'en soumettre un autre. Jamais un peuple n'a demandé à être colonisé. Dans presque tous les pays, la fête nationale correspond au jour de l'indépendance et à la fin de la colonisation. Ce discours, nous le tenons explicitement dans la nouvelle exposition. On ne peut que considérer le colonialisme comme un système non éthique. Ce système allait de pair avec une idéologie raciste

et, surtout dans les premières années, de la violence. Bien sûr, de nombreuses personnes sont parties au Congo plein d'idéaux, dans le but d'améliorer le bien-être des communautés africaines, et ont apporté des contributions majeures. Dans le domaine médical, par exemple, des dispensaires et hôpitaux ont été construits au niveau des villages et des provinces, et de très nombreuses personnes ont été vaccinées et ont reçu des soins médicaux. On ne peut pas non plus nier l'impact de l'exploitation de la société congolaise sur les bénéfices de l'industrie, ici, en Belgique. Notre pays tirait sa prospérité des matières premières importées du Congo. Pensez par exemple au port d'Anvers ou aux industries qui se sont développés grâce à des contributions du Congo. Sous le règne de Léopold II, l'État indépendant du Congo était une colonie capitaliste qui payait un coût humain très élevé. En dépit des réalisations matérielles, un musée moderne ne peut minimiser ces violences et cette exploitation. Nous adoptons cette attitude en nous appuyant sur suffisamment de recherches historiques et scientifiques. Nous prenons nos distances morales avec la politique qu'a menée Léopold II en tant que souverain de l'État indépendant du Congo.

Il n'est évidemment pas simple de faire passer ce discours dans un bâtiment à ce point imprégné d'histoire coloniale. Le double L, le logo de Léopold II, est visible pas moins de 45 fois dans le musée. À différents endroits, on trouve aussi des citations de Léopold II et d'Albert I^{er}, qui idéalisait le colonialisme en tant que système.

À la base, nous voulions intégrer la question coloniale à chacun des thèmes, mais après un *peer review*, nous avons décidé de consacrer une salle distincte à l'histoire coloniale, car elle est étroitement liée à l'histoire du bâtiment et du musée. Cette salle est la plus délicate, la plus difficile, car chacun a sa propre opinion. Nous essayons clairement

de proposer un discours équilibré, en présentant tant des faits que des souvenirs, pour esquisser une image aussi complète que possible et donner à chacun la possibilité de se forger un avis personnel. Une discussion sur ce passé peut ainsi avoir lieu. Par ailleurs, le passé colonial est aussi abordé dans chacune des autres salles.

Devons-nous nous attendre à un musée très moderne ou le 'charme d'antan' a-t-il tout de même été conservé ?

Le bâtiment et son intérieur sont classés, y compris les vitrines et les différentes statues qui s'y trouvaient à l'origine. Nous avons essayé de travailler avec ces éléments. La salle des crocodiles, par exemple, reste inchangée car elle illustre très bien comment les musées d'histoire naturelle étaient conçus il y a 100 ans, en mettant l'accent sur la beauté et la diversité de l'Afrique. Seuls les animaux ont été restaurés. De manière symbolique, un écran sépare cette salle des autres, pour indiquer que l'on remonte ici 100 ans en arrière et que cette salle ne reflète pas notre vision actuelle de l'Afrique. Quelques autres salles n'ont pas été modifiées, comme le mémorial, avec les noms de 1 508 Belges morts au début de la période coloniale (entre 1876 et 1908) au Congo. Malheureusement, cette salle ne faisait absolument pas mention des centaines de milliers – voire des millions selon certains – de victimes congolaises de la violence coloniale. Nous avons laissé la salle telle quelle, mais avons ajouté une œuvre d'art de Freddy Tsimba, un artiste congolais qui nous rappelle les nombreuses victimes congolaises. Nous avons adopté le même principe pour la rotonde, où l'on trouve des statues coloniales très controversées, dont 'La Belgique apporte la civilisation au Congo'. Ici, une œuvre d'Aimé Mpane, l'un des artistes africains les plus influents du moment, entre en dialogue avec ces statues coloniales.

Seule une petite partie des collections était visible avant la fermeture. Pouvons-nous voir plus d'objets à présent ?

Une salle d'exposition semi-temporaire alternera les collections du musée pour donner une image de l'immensité et de la diversité de ses collections. Lors de l'ouverture du musée, il s'agira d'un ensemble significatif de la production artistique dans le domaine du masque, de la statuaire, de l'ivoire sculpté et de l'art 'utilitaire'. Les pièces réunies viennent quasiment toutes du Congo et datent principalement du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle. Des sujets plus particuliers tels que la notion de beauté en Afrique, le regard européen sur les œuvres africaines, l'identité de l'artiste ou bien encore l'étude stylistique, sont abordés. De nombreuses œuvres présentées ici peuvent être considérées comme des chefs-d'œuvre de l'art mondial. Du fait de l'histoire de ce musée, la majorité de ces objets proviennent du Congo-Kinshasa. Ce corpus fournit un aperçu assez complet de la richesse artistique de ce pays aux cultures anciennes et nombreuses.

En 2020, les objets seront en partie intégrés dans l'exposition permanente. D'autres expositions avec nos collections seront alors organisées dans cette salle. Il peut s'agir par exemple d'une collection de papillons ou d'une collection d'appuie-têtes. Cela permettra de garder une exposition permanente très dynamique.

De quelle manière les Congolais eux-mêmes ont-ils été associés à la réalisation de ce nouveau musée ?

Pour créer un musée sur l'Afrique d'aujourd'hui, il faut bien sûr impliquer les Africains eux-mêmes – tant ceux d'Afrique que ceux issus de la diaspora. Dès le début, nous avons essayé de nouer des liens étroits avec les membres de la diaspora. Le Comraf a été créé dès 2004. Au départ, cette collaboration concernait principalement l'organisation d'événements, puis la rénovation elle-même et nos recherches. Lorsque nous avons réellement commencé à élaborer les plans définitifs pour le réaménagement, le Comraf a fondé le 'Groupe des six', qui a formulé des commentaires sur les propositions. Malgré nos bonnes intentions, la coopération n'a pas toujours été facile. Nous espérons donc à l'avenir pouvoir mieux planifier et renforcer les collaborations et consultations avec la diaspora. Nous avons également consulté des directeurs de musées et des experts africains. Au niveau européen, nous travaillons ensemble au développement de projets qui impliquent plus étroitement la diaspora africaine dans le travail des musées ethnographiques. En outre, nous collaborons aussi étroitement avec des musées d'Afrique. Nous avons ainsi conclu des partenariats avec les musées nationaux du Rwanda et le Musée des Civilisations noires au Sénégal, nous collaborons avec les musées nationaux du Congo et avons noué des liens étroits avec le musée national de Lubumbashi. À Kinshasa, un nouveau musée est actuellement en construction. Il devrait ouvrir ses portes fin 2019. Nous souhaitons aussi coopérer avec ce dernier. Nous pouvons participer à son aménagement et à la formation des conservateurs et des collaborateurs en charge des services publics.

La mentalité des collaborateurs a-t-elle changé aussi ?

Le musée lui-même a subi une profonde révolution culturelle. Nous portons un regard occidental sur de nombreux aspects mais, dans la société multiculturelle qui est la nôtre, nous devons apprendre à procéder autrement. D'où l'importance, par exemple, de la zone 'Représentation', où nous illustrons à quel point des personnes d'autres origines voient une même photo ou un même film de manière différente. Dans le nouveau musée, la voix des Africains se fait beaucoup plus entendre. Et ce, pas uniquement dans l'exposition permanente, mais aussi dans les activités que nous organisons. Comme le personnel est en majorité blanc, nous donnons bien plus qu'avant la parole aux Africains et essayons de regarder l'Afrique à travers leurs yeux. Ce n'est pas toujours facile. Pour ce faire, on peut notamment entrer en dialogue avec des Africains, réaliser des cocréations... C'est un processus de longue haleine.

Un aspect important est que nous essayons de diversifier notre institution. Depuis un moment déjà, nous avons un plan de diversité, qui implique une politique de recrutement proactive. En raison des contraintes budgétaires de ces dernières années, ce n'est toutefois pas si simple. Les opportunités de mettre cette politique en œuvre sont désormais bien plus limitées car il n'y a pas assez d'offres d'emploi pour concrétiser rapidement notre volonté de diversité.

Enfin : quel public espérez-vous attirer dans le nouveau musée ?

Cela peut sembler naïf, mais nous voulons vraiment être un musée pour tous ! Nous comptons attirer un public très large : Belges, personnes d'origine africaine, familles, passionnés par l'Afrique et individus critiques à la recherche de valeur ajoutée. Nous espérons que nos visiteurs passeront ici une journée à la fois agréable et captivante, qu'ils se prendront d'intérêt pour l'Afrique, qu'ils seront curieux de découvrir les nouveaux thèmes, qu'ils seront impressionnés par la beauté des collections et du bâtiment. Nous espérons qu'ils apprendront beaucoup et découvriront de nouveaux points de vue, mais aussi qu'ils ressortiront d'ici avec un sentiment de satisfaction.

J'espère que le nouveau musée parviendra à susciter l'intérêt du public pour l'Afrique et à le convaincre que ce continent dispose d'atouts uniques, qu'il s'agisse de capital humain, de biodiversité et de géodiversité, d'esprit d'entreprise et d'expression artistique.

D'ici 30 ans, 40 % de la population mondiale habitera en Afrique. C'est le continent de l'avenir !



De nombreuses œuvres présentées ici peuvent être considérées comme des chefs-d'œuvre de l'art mondial.
© MRAC, photo Jo Van de Vyver



Une nouvelle architecture pour un nouveau musée

© MRAC, photo Jo Van de Vyver

À l'aube du XXI^e siècle, le MRAC a émis le souhait de devenir un musée et un institut de recherche d'envergure internationale axé sur l'Afrique centrale et a lancé en 2006 un concours reposant sur un programme ambitieux d'exigences.

Un masterplan pour l'ensemble du site

Le projet renoue avec celui inachevé de Léopold II et le masterplan de son architecte, la Cité Coloniale. À l'instar du plan de Girault, le nouveau masterplan tend vers un regroupement clair des fonctions sur le site, chaque bâtiment retrouvant sa spécificité.

Le plan prévoit trois axes sur le site : le palais des Colonies et sa médiathèque ouverts au grand public, un centre de congrès et une salle des fêtes, le musée modernisé avec un nouveau pavillon d'accueil dans le parc, et le centre de connaissance et de recherche avec un nouveau bâtiment abritant les collections.

Projet de pavillon d'accueil et bâtiment du musée

Le bâtiment du musée existant est désormais restauré et agrandi dans une première phase de l'exécution du masterplan. Outre une réorganisation des espaces muséaux, des ateliers pour enfants, des espaces logistiques et secondaires, de nouvelles salles d'exposition, sont également aménagés. Autres nouveautés : une brasserie-restaurant, l'accueil, de nouveaux ateliers pour enfants, une boutique, un auditoire et des salles de réunion. Cette réorganisation et l'extension du bâtiment du musée ont été conçues de telle manière que l'environnement direct du bâtiment a été conservé au maximum et est à nouveau mis en relation avec les jardins à la française.

Toutes les fonctions muséales secondaires telles que l'accueil, la boutique et la cafétéria ont été retirées de l'aménagement de l'ancien musée, optimisées et abritées dans le nouveau bâtiment. Le bâtiment du musée dispose ainsi de plus d'espace pour la nouvelle exposition permanente.



Le foyer © MRAC, photo Jo Van de Vyver

Ce bâtiment a été conservé autant que possible dans son état d'origine. L'accès initial au musée et la promenade couverte le long de la cour intérieure ont été réinterprétés ; ils se traduisent non seulement par une restauration précise, mais également par des interventions volontairement singulières à considérer comme des nuances critiques par rapport à l'architecture d'origine.

Le pavillon d'accueil a été minutieusement aligné avec la façade avant du bâtiment du musée et se situe à la limite entre les deux jardins datant de différentes périodes. L'implantation bien réfléchie et d'inspiration historique d'un nouveau pavillon d'accueil renforce la relation mutuelle entre le bâtiment du musée et le palais des Colonies implanté plus loin sur le site et symbolise le renouveau ambitionné par l'Africa-Museum. L'axe longitudinal, désormais

renforcé par le nouveau pavillon, accueille également une cour intérieure en contrebas et des espaces verts qui font référence aux structures excavées.

Le nouvel accueil et la boutique au rez-de-chaussée du pavillon se trouvent au niveau du parc. Le restaurant au premier étage offre aux visiteurs une vue panoramique sur les jardins à la française et le bâtiment du musée. Les espaces en sous-sol du pavillon d'accueil, notamment les salles de réunion, l'auditoire et son foyer, les ateliers pour enfants et les espaces d'accueil, bénéficient d'une lumière naturelle depuis la cour intérieure en partie excavée. Les escaliers à ciel ouvert établissent des liens visuels entre ces différentes fonctions.

Les salles pour les expositions temporaires sont également en sous-sol et s'étendent entre le pavillon d'accueil

et le bâtiment du musée. Trois salles d'exposition sont aménagées en enfilade le long d'une galerie accessible au public. Ces espaces 'black-box' peuvent être subdivisés de manière flexible en un auditorio et deux salles séparées ou transformés en une seule grande salle d'exposition à l'aide d'une paroi mobile. Un circuit logistique parallèle est prévu pour l'aménagement des expositions et permet de séparer la circulation du public et de la logistique. Ce circuit crée un lien direct entre les ateliers du musée, les espaces techniques et de stockage et la zone de chargement et de déchargement.

Les visiteurs empruntent une longue galerie pour circuler du pavillon d'accueil au bâtiment du musée restauré. Ils passent tout d'abord par un élargissement 'soudain' à l'éclairage naturel, un point d'orientation et ensuite à côté d'une pièce maîtresse de la collection du musée, une grande pirogue, référence à la rivière Congo, pour se diriger ensuite vers un autre point lumineux au loin : la cour intérieure excavée du bâtiment du musée. Cette cour excavée est une source de lumière et d'orientation. Le visiteur pénètre donc par les sous-sols, via les fondations de l'ancien bâtiment et commence sa découverte du musée depuis ce point.

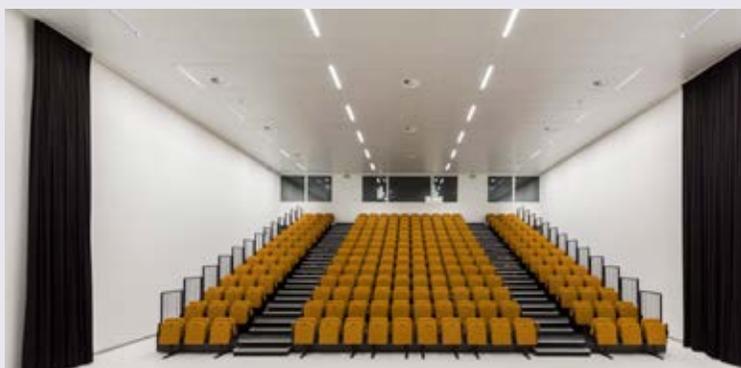
Les ateliers pour enfants sont désormais situés dans le sous-sol du côté parc, à proximité d'un atelier musical intégré dans la cour intérieure excavée, le tout étant facilement accessible au public. D'autres locaux au sous-sol sont réservés à la logistique, à l'entretien, au personnel et à la gestion de la collection avec, notamment, des espaces de quarantaine pour des objets, le tout étant accessible via un circuit logistique séparé.

Au niveau de la cour intérieure excavée, l'on trouve un premier espace destiné à la nouvelle exposition de référence permanente, la 'zone Musée' qui présente l'histoire de l'institut et du musée ainsi que la position et les activités actuelles de l'AfricaMuseum. Les visiteurs l'emprunteront à deux reprises, pour se rendre dans l'exposition permanente située dans le bâtiment du musée et pour en sortir. La circulation se fait via un nouvel escalier à ciel ouvert. Le bâtiment du musée est totalement dépouillé de toutes les fonctions secondaires et entièrement rénové ; tous les espaces sont réservés à la nouvelle exposition de référence permanente.

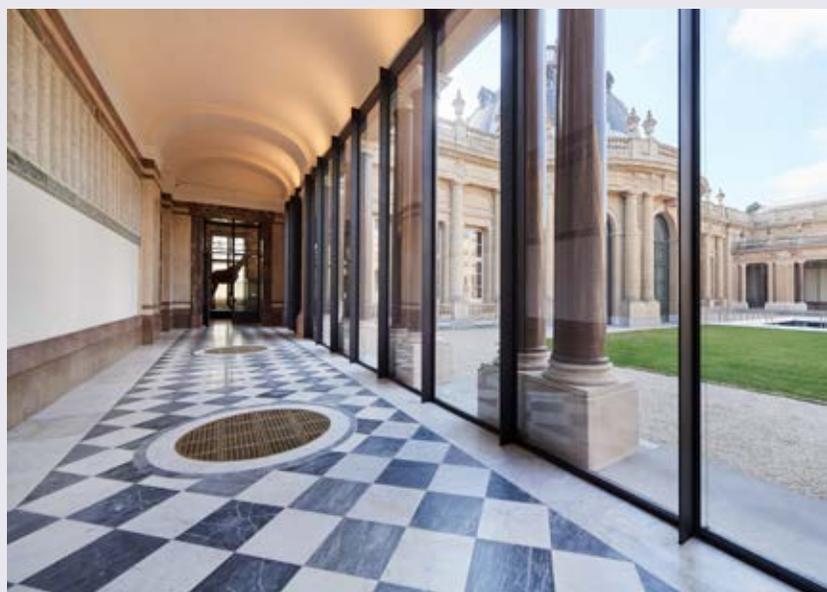
Restauration et durabilité

Le bâtiment classé du musée a été rénové et restauré dans le respect des plans d'origine du 19^e siècle. C'est ainsi que les peintures murales représentant des cartes et des paysages ont été nettoyées et restaurées si nécessaire. Les fresques qui avaient été recouvertes de peinture il y a des dizaines d'années reprennent vie.

Les salles d'exposition sont subtilement équipées de nouvelles techniques qui permettent au bâtiment du musée de répondre aux exigences actuelles d'un musée en matière de conservation et de présentation des collections. Ces techniques sont soigneusement étudiées et quasiment invisibles : isolation thermique et étanchéité à l'air améliorées, contrôle de l'apport de lumière naturelle, gestion de la qualité de l'air discrètement intégrée dans les nouvelles plateformes d'exposition, interventions en termes d'accès et de sécurité contre l'incendie. Il s'agit là d'éléments qui permettent une nouvelle approche des expositions dans le monument existant, sans porter préjudice à celui-ci et à sa valeur intrinsèque.



Le nouvel auditorio. © MRAC, photo Jo Van de Vyver



La promenade couverte le long de la cour intérieure est rétablie. © David Plas

Restauration des peintures murales. © MRAC, photo Jo Van de Vyver

L'art contemporain à l'Africa-Museum

Art contemporain dans la nouvelle exposition permanente

Durant les années de réflexion et de conception de la nouvelle exposition permanente, la présence de l'art contemporain dans le parcours du visiteur s'est inscrite comme une évidence. L'ouverture à l'art contemporain est commune à de nombreux musées, mais à l'AfricaMuseum, la démarche est singulière lorsqu'il s'agit d'un musée dont les collections ont été constituées pour la plupart dans un contexte colonial. Les collections et le bâtiment lui-même constituent un terrain de recherches pour des artistes.

Le travail que les artistes réalisent au départ des collections est une valeur ajoutée pour le musée, accompagnant le travail de décolonisation. C'est dans ce contexte que l'AfricaMuseum a fait appel pour son exposition rénovée à des artistes africains ou africains d'origine : Aimé Mpane, Freddy Tsimba, Michèle Magma, Aimé Ntakiyia, Méga Mingiedi, Bodys Isek Kingelez, Chéri Samba, J-P Mika, Shula, Sammy Baloji, Chéri Benga, Chéri Chérin, Barly Baruti, Iviart Izamba, Thérèse Kirongozi et Nelson Makengo. Une attention particulière a été accordée aux endroits du musée marqués par l'empreinte coloniale.

Principes et objectifs du musée

Dans l'approche de l'art contemporain, le musée veille à ce que les acquisitions soient en relation avec la recherche scientifique ou l'exposition permanente. Il invite également régulièrement des artistes d'Afrique centrale et organise des visites d'études et de recherches pour des artistes nationaux, internationaux ou transnationaux.

L'objectif du musée n'est pas tant de constituer une collection que d'inviter les artistes à s'approprier les collections existantes, à les revisiter à les interpréter ; le résultat des résidences pouvant être montré au MRAC mais de préférence dans des musées d'art contemporain.

Longue tradition

Le musée entretient une relation forte avec l'art contemporain depuis longtemps, et a programmé des expositions comme *Exit Congo* (2001), *La parole aux Africains* (2003), *Kin Moto na Bruxelles* (2003), *Persona* (2010), *Fetish Modernity* (2011).



Iviart Izamba, *Fauteuil Mobutu*, 2010 © Collection MRAC, Tervuren, HO.2011.54.1

Depuis 2008, le musée invite également des artistes d'Afrique centrale en résidence, et intègre leur travail dans des expos temporaires, comme celui de Sammy Baloji et Patrick Mudekereza dans l'exposition *Congo Far West* (2011). Plus récemment, les artistes Iviart Izamba (2014-2015), Freddy Tsimba et Eddy Eteke (2016), Jean Kamba, Eddy Kamuanga, Jean Katambayi (2017) et Ganza Buroko, opérateur culturel de Goma (2018), ont été invités à travailler au départ des collections. Par ailleurs, de nombreux artistes, Belges et Occidentaux ont également demandé à consulter les collections dans l'idée d'en faire usage dans leur travail. C'est le cas de Renzo Martens, de Sabrina Montiel Soto et d'Antje Vanwichelen.

En parallèle, le MRAC a acquis en 2013 une importante collection de près de 2000 peintures populaires congolaises. Une sélection de ces œuvres a été montrée dans l'exposition *Congo Art Works*, à Bruxelles (BOZAR, 2016), au GARAGE de Moscou (2017) et à la Kunsthaus de Graz (2018).



Aimé Ntakiyica (°1960),
Une affaire de famille. L'arbre généalogique, 2016
© Aimé Ntakiyica

La nouvelle exposition permanente

La nouvelle exposition permanente est divisée en plusieurs grandes zones. Le visiteur peut y circuler librement, sans être contraint de suivre un parcours. Les zones *Une longue Histoire, Histoire coloniale et Indépendance, Paysages et Biodiversité, Langues et Musique, Rituels et Cérémonies, Le Paradoxe des Ressources* sont expliquées ci-dessous.

LONGUE HISTOIRE, ET HISTOIRE COLONIALE ET INDÉPENDANCE

La salle 'Une longue histoire' présente l'histoire très longue, riche et dynamique de l'Afrique centrale. Une autre salle se concentre sur une période relativement courte, mais qui a néanmoins eu un impact majeur : l'époque coloniale. L'AfricaMuseum souhaite susciter l'intérêt pour cette période controversée et devenir un forum de débats animés. Enfin, l'indépendance est aussi abordée.

Une longue histoire

Du point de vue occidental, l'histoire de l'Afrique commence bien trop souvent avec l'arrivée des Européens. Et pourtant, l'Homme est né en Afrique. La salle présente une variété d'objets selon un parcours chronologique. On commence par la dent d'un hominidé d'au moins deux millions d'années, trouvée à l'est du Congo. Des objets en pierre montrent qu'à cette époque, les habitants d'Afrique centrale excellaient dans la taille de la pierre. Des poteries, ainsi que des objets en fer et en cuivre sont aussi exposés. En même temps, cette salle met aussi l'accent sur tout ce que nous ne connaissons *pas* encore, car certains lieux n'ont pas fait l'objet de fouilles, ou très peu. En outre, certains matériaux sont périssables. L'une des œuvres phares de cette salle est le fameux masque *Liavela* (image en haut à gauche), la plus ancienne sculpture en bois connue, retrouvée en Afrique centrale. Elle date du VIII^e ou IX^e siècle.

À l'aide d'un cas sur le Royaume du Kongo, qui couvrait un territoire de la taille de la Grande-Bretagne entre le XIV^e et le XIX^e siècle, nous expliquons comment différentes disciplines scientifiques collaborent pour reconstruire l'histoire de l'Afrique centrale.



Masque-haume représentant un animal, bois, PO.0.0.14976
© MRAC, photo R. Asselberghs

Histoire coloniale et Indépendance

Cette salle prend pour point de départ la position clé de l'Afrique centrale dans le commerce mondial à la fin du XV^e siècle. Des objets en lien avec la traite des esclaves et le commerce d'ivoire, ou témoignant d'échanges interculturels, sont ici centraux. On se concentre ensuite sur l'ambition coloniale de Léopold II, avec les expéditions de Henry Morton Stanley et la création de l'État indépendant du Congo. La conquête et l'occupation du territoire allaient de pair avec la violence. La statue d'ancêtre qui représente Lusinga rapportée en Belgique en tant que butin de guerre, en est le symbole. Des photos et documents d'archives montrent l'extrême violence qui faisait rage durant cette période. Des protestations se sont élevées, en Belgique et à l'étranger, contre ces violences démesurées.

Après cette vague de critiques, Léopold II a cédé l'administration du Congo à la Belgique. Cette période du Congo belge est abordée dans un troisième volet. Les thèmes de l'enseignement, des soins de santé, de la croyance, du travail et de la ségrégation montrent l'impact de la colonisation sur la vie quotidienne des Congolais.

La salle se termine sur un aperçu de l'histoire postcoloniale du Burundi, du Congo et du Rwanda, à l'aide de coupures de presse. Cette période est dominée par des conflits complexes, tragiques et controversés.



Statue d'ancêtre qui représente Lusinga, Marungu, Tanganyika, RD Congo [Tabwa], avant 1885. Don de la veuve d'E.P.J. Storms, 1930. EO.0.0.31660. © MRAC Tervuren, photo J.-M. Vandyck



DOCUMENT DE VENTE
Choisi par **Ronny Mosuse**

« Je choisis une pièce qui donne un côté tangible à l'histoire. Il s'agit d'un document de vente entre trois Belges lettrés et un Congolais illettré, qui donne beaucoup mais reçoit très peu en échange. Dans Mon Musée de l'Afrique, ce type de choses sont très importantes. »

PAYSAGES ET BIODIVERSITÉ

Des déserts à la savane, en passant par les forêts tropicales humides, voire même les sommets enneigés, on trouve en Afrique une série unique d'espèces d'animaux et de végétaux. Ces biomes sont en changement continu, aujourd'hui plus que jamais. Nous étudions les interactions entre l'homme, la faune, la flore et le climat pour pouvoir gérer cette biodiversité de manière responsable.

La salle 'Paysages et Biodiversité' présente les biomes uniques d'Afrique centrale. Chaque biome est caractérisé par des végétaux et animaux adaptés aux conditions dominantes. Même dans les climats les plus extrêmes, comme sur les plus hauts sommets ou dans le désert aride du Namib, des espèces parviennent à survivre. Pour chaque biome, ses principales caractéristiques sont décrites et quelques thèmes biologiques sont abordés. Il s'agit souvent de sujets qui sont étudiés au musée dans le cadre de différentes disciplines. Des liens socioéconomiques sont aussi établis. L'agriculture, la pêche et la protection de la nature ont une grande influence sur presque tous les biomes, que ce soit pour la population locale ou au niveau mondial. Tout ce qui se passe en Afrique a des conséquences planétaires du fait de la mondialisation.

La diversité en Afrique centrale est si importante que l'on ne connaît pas encore exactement toutes les espèces qui y vivent. Et les espèces inconnues ne peuvent forcément pas être protégées. Nos scientifiques ont donc encore beaucoup de pain sur la planche...

King Kasai

Comme l'homme fait partie intégrante de la nature, nous accordons ici principalement de l'attention aux interactions dynamiques entre l'homme et ses activités, d'une part, et la faune, la flore et le climat, d'autre part. Bien entendu, les pièces de la collection zoologique sont ici centrales et

notre éléphant occupe la place qu'il mérite. Sans cette espèce, le miombo, un type de forêt au sud de l'équateur, serait très différent. L'éléphant freine en effet la croissance des arbres en balayant les feuilles, les jeunes pousses et les rameaux avec sa trompe. Avec ses excréments, il dissémine aussi des semences d'arbre sur de longues distances et les fertilise. Le feu est également un élément important dans ce biome. Si certains incendies se déclenchent naturellement, beaucoup le sont intentionnellement. Ce phénomène a lieu depuis des siècles, principalement pour libérer des terres pour l'agriculture. Les traces noires sur la section de ce tronc témoignent d'incendies réguliers. Les chercheurs du musée utilisent les cernes de cette espèce d'arbre pour étudier le changement climatique.



L'éléphant d'Afrique © MRAC, photo Jo Van De Vijver

Les derniers glaciers africains

Au nord des Virunga, dans la chaîne du Rwenzori, on trouve les derniers glaciers africains. Une expédition belge a exploré ces montagnes en 1932. La comparaison des photographies historiques et aquarelles de l'époque avec des photos d'expéditions récentes montre que ces glaciers ont considérablement diminué. Ce phénomène a d'importantes conséquences pour les personnes qui vivent au pied du massif, ainsi que pour les plantes et animaux de montagne. Des chercheurs du musée ont installé une station météorologique et un appareil photo avec intervallo-mètre pour suivre de près l'évolution des glaciers et comprendre pourquoi ils disparaissent.



Une expédition récente au Rwenzori. © D. Samyn



Aquarelle par James Thiriar et exécutée lors d'une expédition en 1932 au Rwenzori, montrant le sommet enneigé. HO.0.1.1002 © MRAC, photo Jo Van de Vyver



PANGOLIN
Choisi par **Pierre Kroll**

« Je suis né au Congo, mais je ne me souviens plus du pays. C'est pourquoi j'ai souvent visité le Musée de l'Afrique, où j'ai découvert des pièces d'un monde bizarre, lointain. J'étais toujours fasciné par les animaux empaillés, comme ce pangolin, qui paraît être venu d'une autre planète. »

LANGUES ET MUSIQUES

Cette salle est l'occasion d'apprécier la très grande diversité culturelle qu'offre l'Afrique centrale. La tradition orale est le fil conducteur pour comprendre le continent, et la place qui y est faite à la flexibilité, la créativité et la performance.

Plein feu sur les langues

Plus d'un quart des langues du monde sont parlées en Afrique centrale. Le visiteur découvre ces richesses par des cartes, des peintures populaires, des dispositifs sonores et des vidéos. La recherche linguistique au musée, le statut des langues et la documentation des langues en danger sont également abordés. Le visiteur découvre lui-même de façon interactive certains mécanismes des langues bantu, comme l'utilisation de la mélodie des mots et des phrases pour varier la signification.

Fort de ses traditions orales, l'Afrique centrale n'en est pas moins dépourvue d'écriture. L'exemple du swahili et de vieux manuscrits montre que l'écriture n'est qu'un encodage sur papier. Une vitrine est consacrée aux poésies rwandaises et luba ainsi qu'à la relation complexe entre littérature, langues africaines et langues européennes.

Figurines nande, tables d'initiation nkanu, planches luba, cannes à palabres mbala, pende et mbuun, corde à proverbes lega et couvercles à proverbes woyo interviennent dans la salle en tant qu'objets support de la parole. Les proverbes sont aussi évoqués avec des kanga, pagnes d'Afrique de l'Est, porteurs des messages.

La tradition orale, c'est aussi les contes. Le visiteur peut en entendre et saisir les messages véhiculés. Il découvre ensuite des histoires urbaines qui alimentent les fanzines de Kinshasa. Et dans une petite salle de cinéma mi-fermée, le visiteur observe des performances, qu'elles soient linguistiques ou musicales.

Expressions musicales anciennes et actuelles de l'Afrique

Cette partie de la salle montre encore une fois la transmission par la voie de l'oralité. La parole (sacrée, politique ou poétique) est intimement liée à certaines familles d'instruments, comme les instruments à cordes ou les lamellophones. Ceux-ci soutiennent musicalement les expressions lyriques et l'art de l'éloquence.



Planche d'initiation. RD Congo. [Luba]. MRAC. EO.1979.39.2
© MRAC, photo S. Kantemneni

Une impressionnante vitrine expose des tambours à fentes. Sur ceux-ci on frappait autrefois des rythmes stéréotypés, basés sur le schéma tonal de la langue parlée, pour adresser des messages aux habitants du village. Des podiums centraux sont consacrés aux grands ensembles musicaux donnant lieu à des représentations de danses collectives.

Les collections musicologiques du MRAC permettent de mettre en avant les orchestres de cour anciens. On aborde également les différentes expressions musicales qui ont été patrimonialisées ou encore diverses créations acrobatiques et théâtralisées contemporaines d'Afrique centrale. Les règles de la musique, qui sont culturellement établies, comme les concepts de la division de l'octave, du temps ou de la notion fondamentale de 'modèle et de variations', sont abordées. L'immense héritage africain aux Amériques est le dernier thème abordé dans la salle avec la circulation de cérémonies religieuses et de nouvelles créations musicales qui ont vu le jour sur le continent américain.



Tambour à fente zoomorphe. Equateur, RD Congo. [Loi]. MRAC. Prior 1897. MO.0.0.36413
© MRAC, photo R. Asselberghs

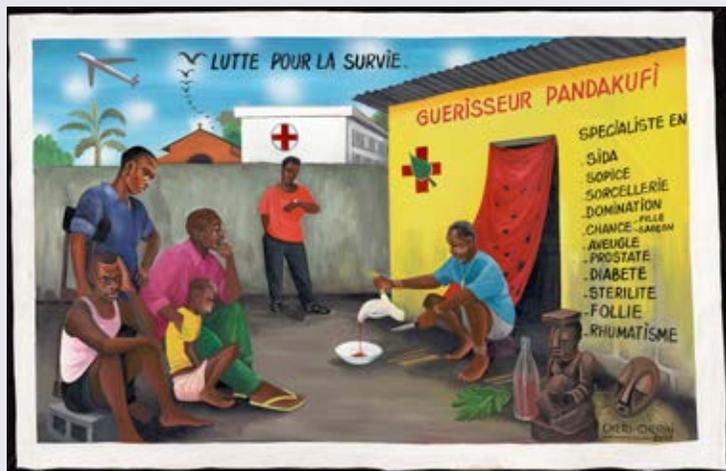


TAMBOUR À FENTE
Choisi par Marie Daulne

« J'ai choisi ce tambour à fente parce que mon grand-père jouait aussi de l'igogo. J'espère que cet instrument pourra faire résonner un message positif chez tous ceux qui veulent bien l'entendre. »

RITUELS ET CÉRÉMONIES : TÉMOIGNAGES AFRICAINS

Partout dans le monde, des coutumes et traditions spécifiques célèbrent les principaux moments et étapes de la vie. Partout, les gens sont préoccupés par l'éducation des enfants. Partout, ils veulent se protéger contre les maladies et les maux. Partout, les adieux à un être cher sont entourés de l'attention nécessaire. L'exposition 'Rituels et Cérémonies' prend ces thèmes universaux comme point de départ. Sur quelques grands écrans, des Africains racontent comment ces différents éléments se traduisent – par différents rythmes, formes et couleurs – dans les riches cultures du Congo, du Rwanda et du Burundi. Une sélection d'objets jette un regard sur le passé tout en montrant lesquels sont encore utilisés aujourd'hui.



Chéri Chérin (Congolais, Kinshasa, 1955 – vit et travaille à Kinshasa).
Lutte pour la survie. Kinshasa, RD Congo. 2002. Peinture sur toile.
Acheté à B. Jewsiewicki. 2018. HO.2013.57.1741. © Chéri Chérin

Naissance, éducation et mariage

L'exposition s'ouvre sur le thème de la 'naissance', avec des témoignages sur l'attribution du nom et la protection des nouveau-nés. Une jeune femme explique que chaque culture du Congo a ses propres noms consacrés aux



CLOCHE
Choisi par Eric Kabongo

« Cette horloge illustre pour moi un réveil. J'aimerais bien faire sonner une grande horloge : pour faire entendre qu'il est temps pour l'Afrique d'aller de l'avant. »



Panneau d'initiation. Kimvula, Kongo central, RD Congo. [Nkanu]. Début du 20^e siècle. Bois. Don de J. Van Wing. 1922. EO.0.0.26317. © MRAC, photo Huysmans-Wuyts

jumeaux. Dans ces vitrines, nous voyons une sélection de statues de maternité, qui jouaient autrefois un rôle protecteur. Dans la section 'éducation', un musicien raconte comment son père lui a transmis sa passion pour la musique. Dans les écoles *Mukanda*, d'impressionnants masques étaient fabriqués et présentés. Aujourd'hui, ils surprennent encore les visiteurs du musée ! Enfin, le volet 'mariage' comprend des témoignages sur les normes et les valeurs, qui évoluent au fil du temps, et sur la signification du 'prix de la fiancée'. Le peintre Shula se moque de la morale parfois ambiguë qui caractérise la vie urbaine moderne.

Bien-être, leadership, mort et commémoration

Le thème du 'bien-être' traite de la guérison et de la protection contre les maux visibles et invisibles. Un homme raconte que, lorsqu'il était jeune, un guérisseur lui a donné la force de se défendre lors des conflits. Dans les vitrines, on trouve des objets qui étaient utilisés pour la divination et lors de rituels de guérison. Dans la section 'leadership', une femme raconte que son père travaillait comme administrateur en ville alors que, dans son village, il était chef de clan. Divers objets de prestige montrent comment, dans le passé, les chefs affichaient leur statut. Dans la dernière partie, sur la 'mort et commémoration', des témoins partagent leur expérience de la perte d'êtres chers, et nous observons comment l'ornementation des tombes a évolué à travers le temps.

Dans l'exposition 'Rituels et Cérémonies', des habitants du Congo, du Rwanda et du Burundi s'adressent directement au visiteur et lui racontent leurs expériences et souvenirs personnels. Autour d'eux, on trouve des objets qui sont souvent arrivés au musée une, deux ou trois générations plus tôt. Ces témoignages vivants et ces objets inanimés forment ensemble une histoire complexe. Des notes discordantes sont ici permises : à certains endroits de l'exposition, les visiteurs reçoivent des informations supplémentaires sur les circonstances dans lesquelles les objets exposés ont été collectés durant la période coloniale.

LE PARADOXE DES RESSOURCES

Le système économique mondial est articulé sur les richesses naturelles. Or, de telles richesses, l'Afrique centrale, et le Congo en particulier, n'en manquent pas. La richesse en matières premières n'empêche cependant pas l'Afrique centrale d'être relativement pauvre – c'est le paradoxe de l'abondance.

Riche en minéraux

Grâce à ses richesses naturelles, le Congo occupe une place primordiale sur la scène internationale. Le pays est le plus important producteur de cuivre en Afrique et le plus grand exportateur de cobalt au monde. Celui-ci est très prisé pour la production de batteries pour voitures électriques. Dans une salle 'voisine' un cabinet de minéraux présente une sélection importante.

Les Forêts

Avec ses 3,7 millions de km², la forêt du bassin du fleuve Congo est la deuxième forêt d'un seul tenant. Les forêts du Bassin du Congo bourdonnent de vie. Elles produisent de l'oxygène et sont un des plus grands réservoirs de CO₂ au monde, aidant ainsi à réguler le climat.

Près de 60 millions de personnes dépendent directement de la forêt pour le bois et la nourriture. Le bois n'est pas seulement un matériau de construction, mais aussi une importante source d'énergie. En raison du manque d'électricité ou de gaz, environ 90% des Congolais cuisinent au bois ou au charbon de bois (*makala* en Lingala). L'abattage industriel dans le bassin du Congo est en augmentation. Le bois tropical est recherché dans le monde entier en raison de sa durabilité. Le *Pericopsis elata* ou afrormosia par exemple produit un très joli bois, relativement léger, et avec une résistance élevée à la vermine et à la pourriture. Le réseau de routes des bûcherons rend la forêt tropicale plus accessible, mais aussi plus vulnérable. La lutte contre la déforestation, résultant entre autres de l'exploitation forestière incontrôlée, est engagée.

L'eau

Après l'Amazone, le fleuve Congo est la deuxième plus grande rivière au monde, avec 13 % du potentiel d'énergie hydraulique sur terre. Par ailleurs, il y a les Grands Lacs de l'est du Congo – comme le lac Tanganyika, qui contient près de 17 %



Chéri Chérin, *Vendeuse de pagnes*, 2002. Collection MRAC Tervuren HO.2013.57.1724 © Chéri Chérin

de toute l'eau douce sur terre. Ce lac est également un foyer de biodiversité important : 40 % des 1500 espèces de plantes et d'animaux y sont endémiques, on ne les trouve nulle part ailleurs.

Paradoxe et potentiel

En dépit de l'instabilité politique, maintenue notamment par les rapports de force dans un monde globalisé, la région reste attrayante sur le plan économique. Une plus grande durabilité profiterait nettement au bien-être de la région. L'Afrique centrale possède en outre un énorme potentiel de population et une dynamique culturelle vivante, deux moteurs de développement économique importants.

Culture vivante et dynamique

Kinshasa déborde de créativité : musique, arts visuels, danse, design et mode. C'est le berceau de musiciens appréciés comme Franco et Papa Wemba. Des artistes tels que Cheri Samba et Isek Body's Kingelez y ont grandi. La Fashion Week de Kinshasa est un concept.



Malachite © MRAC, Tervuren



PEINTURE
Choisi par **Coely**

« L'Église Kimbanguiste a été une partie importante de mon éducation. C'était mon premier contact avec le chant, et j'y ai appris à développer ma voix. C'est pour cela que l'Église me tient à cœur. J'ai choisi cette peinture de Papa Simon Kimbangu et de Patrice Lumumba. »



La nouvelle réception. ©MRAC, photo Jo Van de Vyver

Accessibilité

Dès le début de ce projet de rénovation, l'accessibilité physique et sociale a été considérée comme une priorité. L'AfricaMuseum a voulu être totalement accessible aux personnes à mobilité réduite. Des ascenseurs permettent de descendre d'un étage à l'autre dans le nouveau et dans l'ancien bâtiment. Et dans le bâtiment du musée rénové, les escaliers en colimaçon ont été remplacés par des plateformes électriques. Les sanitaires ont également été adaptés. Pour ceux qui le souhaitent, des fauteuils roulants ou des chaises pliantes sont mises à leur disposition à l'accueil. Pour les personnes malvoyantes, une attention toute particulière a été apportée à la signalisation claire et à une lisibilité des textes. Le musée a voulu aller plus loin que la simple accessibilité physique. C'est ainsi que la nouvelle exposition permanente se veut passionnante et compréhensible pour tous les publics. Des tarifs réduits sont également prévus pour les moins favorisés.

Un musée pour les familles

Même après la rénovation, le musée reste par excellence un musée pour les familles. À l'invitation de Toerisme Vlaanderen, le musée participe à un projet pilote qui vise à conscientiser les musées de l'approche familiale à tous les niveaux : depuis l'accueil à l'offre de la boutique, en passant par l'exposition permanente...

L'accès est gratuit jusque 18 ans et l'infrastructure a été repensée pour les familles avec par exemple des rampes d'escalier à hauteur d'enfant ou des toilettes adaptées. Le personnel du musée, qu'il s'agisse du personnel d'accueil, des gardiens ou des guides, est spécialement disponible pour les familles. Celles-ci ne doivent pas hésiter à les solliciter. Quant à Tembo, le restaurant du musée, il offre des repas pour les enfants et la possibilité de chauffer les repas des bébés.

Dans l'exposition permanente, l'interactivité est mise à l'honneur un peu partout. Dans les quatre salles d'angle, le public est invité à être actif. Il peut par exemple prendre part à la danse dans le 'studio rumba', salle d'angle dédiée à l'histoire de la rumba congolaise. Tout est mis en œuvre pour accompagner et chouchouter les familles !

Le parc

Pour tous les visiteurs, et pas seulement pour les familles, l'emplacement unique du musée est un atout supplémentaire et qui permet de faire de Tervuren une destination pour une journée entière. Le musée est situé dans le beau domaine du parc de Tervuren, anciennement domaine de chasse des ducs de Brabant. Canards, oies et autres animaux aquatiques se promènent paisiblement sur les étangs. Ce site de 205 hectares s'invite naturellement à la suite du musée. Il s'étend jusqu'à la Forêt de Soignes, récemment classée patrimoine mondial.

L'Office du Tourisme de Tervuren met des plans du parc gratuits à la disposition des visiteurs. Vous pouvez également y acheter des cartes d'itinéraires thématiques pour les balades à pied et à vélo dans le parc. Dès 2019, à hauteur du tram, des vélos partagés seront mis à la disposition des visiteurs. Cela permettra aux plus courageux de rejoindre l'Arboretum de Tervuren.

L'éducation au service du développement durable

Dès sa réouverture l'AfricaMuseum proposera à nouveau un programme d'activités de sensibilisation, s'inscrivant dans une perspective d'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS). Le programme entend contribuer à la mission de l'AfricaMuseum, à savoir, par la diffusion des connaissances, susciter une meilleure connaissance et compréhension du continent africain et de sa place dans le monde et valoriser la diversité culturelle et naturelle, en vue de la promotion du développement durable.

L'AfricaMuseum mène des activités d'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire depuis le début des années 1990. D'abord concentrées sur les publics scolaires, les actions se sont ensuite élargies vers d'autres publics. Les types d'activités proposées (visites guidées, visites interactives, ateliers, activités pour familles, formation des (futurs) enseignants et animateurs socioculturels etc...) se basent sur l'expérience acquise au fil des années en matière de diffusion des connaissances, d'actions de sensibilisation et de formation, et sur une connaissance approfondie des publics (scolaires, extrascolaires, associations socioculturelles, diasporas africaines, familles, grand public).

Avec la rénovation du musée et la mise en place de la nouvelle exposition permanente est apparue la nécessité de redéfinir les objectifs de la mission éducative du musée et donc les contenus des activités de sensibilisation. Dès le début, l'AfricaMuseum a associé à l'élaboration des activités les membres de l'équipe de la rénovation, des chercheurs des départements scientifiques, le monde scolaire (enseignants et inspecteurs pédagogiques), ainsi que des personnes ressources des diasporas africaines et les partenaires du continent africain, notamment le Musée national de Lubumbashi en République Démocratique du Congo. Ces partenariats forment les fondements de la démarche collaborative de l'AfricaMuseum.

Les activités sont adaptées aux besoins et profils des différents publics cibles, notamment les élèves et (futurs) enseignants, les jeunes extrascolaires et les familles. Elles se déroulent dans les salles de la nouvelle exposition permanente et dans des espaces spécialement aménagés (ateliers et espaces interactifs).

Les contenus se basent sur la nouvelle approche du musée rénové dans une perspective de décolonisation : exposer un narratif critique, des perspectives africaines plus présentes

et contemporaines, centré sur l'Afrique d'aujourd'hui, tout en restant un lieu de mémoire pour l'histoire coloniale de la Belgique.

Les thèmes des activités découlent des zones de l'exposition permanente. Ils se regroupent schématiquement en trois pôles :

- Pratiques culturelles et artistiques
- Biodiversité, l'environnement et les ressources
- Histoire(s) et mémoires

L'AfricaMuseum attache une importance primordiale à son rôle sociétal et entend contribuer significativement à un monde inclusif, solidaire, équitable et durable. Ceci, sur base des collections, de la recherche scientifique et des activités de sensibilisation et de diffusion des connaissances. Le programme de sensibilisation de l'AfricaMuseum est subventionné par la Coopération belge.



Atelier histoire © MRAC, photo Jo Van de Vyver

Concours pour les écoles



Choisissez un nom pour le nouveau navire de recherche belge

Cette année, le navire de recherche national belge RV Belgica fête ses 34 ans, dont le programme de navigation est toujours aussi bien rempli. Cependant, en raison de son âge et du nombre de pannes de toutes sortes de plus en plus élevés, le navire est de moins en moins disponible. Afin de respecter les obligations nationales et internationales et d'assurer la continuité du soutien aux sciences marines, le gouvernement fédéral a décidé en 2017 de faire construire un nouveau navire de recherche sur le site du chantier naval Freire Shipyard (Vigo, Espagne), d'après un design de la firme Rolls Royce Marine AS (Ålesund, Norvège).

'Nous ne pouvons pas nier qu'après 34 ans de service, la disponibilité de notre actuel navire de recherche, le RV Belgica, pose de plus en plus de problème. Je suis donc fermement convaincue qu'il faut opter pour un avenir où l'innovation et davantage de connaissances scientifiques sont essentielles et où l'économie bleue joue également un rôle important. Nous permettons à la communauté scientifique marine belge de poursuivre son travail important dans les meilleures conditions possibles. Pas temporairement, mais pour les trente prochaines années. Parce que les générations futures doivent également pouvoir bénéficier du nouveau navire de recherche,' a déclaré la secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, Zuhair Demir.

Le contrat pour la conception et la construction du navire a débuté le 8 juin 2018 et durera 28 mois. La réception du navire est prévue fin 2020, dont le coût s'élèvera à quelques 54 millions d'euros (TVA comprise). Par rapport à l'actuel RV Belgica, le nouveau navire sera plus grand (environ 70 m de long au lieu de 50 m) et offrira plus de place aux scientifiques (un doublement de l'espace de laboratoire et la capacité d'accueillir jusqu'à 28 scientifiques). Il sera également doté de matériel scientifique de pointe permettant, entre autres, de prélever des échantillons jusqu'à une profondeur de 5 000 m. Le nouveau navire sera du reste un navire silencieux (d'une grande importance, entre autres dans le cadre de la recherche halieutique), dont la coque sera légèrement renforcée contre les glaces afin de pouvoir effectuer des missions de recherche dans le cercle polaire arctique pendant l'été. Bien que la mer du Nord reste la principale zone d'étude du nouveau navire, la zone de recherche s'étendra par rapport à celle de l'actuel RV Belgica, au nord au-delà du cercle polaire arctique, plus au sud, en ce compris la Méditerranée et la mer Noire, et à l'ouest jusqu'à l'océan Atlantique. Le navire aura une autonomie de 30 jours et effectuera chaque année des recherches en mer pendant environ 300 jours.

Serrons les coudes

La Direction générale des ressources matérielles (DGMR) de la Défense possède une solide connaissance des procédures d'adjudication. Le dernier achat de deux nouveaux patrouilleurs et les renouvellements à venir, entre autres les systèmes de lutte contre les mines, concordent bien avec l'acquisition de ce nouveau navire de recherche. Il va donc de soi que la Défense et la Politique scientifique continuent à collaborer étroitement dans le cadre de l'acquisition et du suivi du processus de conception et de construction. Le navire sera la propriété de l'État belge, représenté par la Politique scientifique fédérale (Belspo). La gestion opérationnelle sera assurée par l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (IRSNB), et ce en collaboration avec la Défense.

'Depuis que je suis Ministre de la Défense, j'ai entendu à plusieurs reprises, et j'ai également pu constater que le service des achats du ministère de la Défense est apprécié, à la fois en interne et en externe, pour le travail accompli. Ce n'est pas seulement à cause de la réputation du service des achats de la Défense que je suis ici aujourd'hui, mais aussi parce que nous pouvons nous pencher sur une coopération entre Belspo et la Défense remontant aux années 90. Un bon dossier d'achat commence par une bonne préparation,' a affirmé Steven Vandeput, le précédent ministre de la Défense.

Un concours pour les écoles

La Secrétaire d'État à la Politique scientifique, Zuhail Demir, laisse choisir le nom du navire par des classes des quatre premières années de l'enseignement secondaire des écoles belges reconnues. Trouvez un nom approprié pour le nouveau navire de recherche et réalisez une vidéo originale dans laquelle vous expliquez avec beaucoup d'enthousiasme le nom choisi. Avis aux esprits créatifs! La vidéo peut durer au maximum 1 min 30 et doit être disponible en ligne. Bien sûr, vous pouvez également la partager sur vos réseaux de médias sociaux. Le grand public pourra choisir le gagnant final à partir d'une sélection de noms proposés.

Que cherchons-nous? Un nom branché en lien avec:

- la mer ou les océans
- les organismes qui y vivent
- les sciences marines ou maritimes
- le nom d'un/e chercheur/se belge
- la recherche que le nouveau navire de recherche effectuera.

Besoin d'inspiration? Découvrez alors le dossier d'inspiration sur le site web du concours. Pour savoir à quoi ressemblerait un nom éventuel sur la coque du nouveau navire de recherche, nous vous invitons à le tester sur le site. Vous pouvez partager le résultat (capture d'écran) sur vos canaux de médias sociaux. N'oubliez pas de nous y mentionner @BELSPO et @howbigisbelgica.

Les propositions de noms peuvent être introduites jusqu'au 31 janvier 2019 à 16h. Du 15 février 2019 au 15 mars 2019 il sera possible de voter via internet sur le nom qui convient le mieux pour le navire à partir d'une shortlist. Le nom gagnant sera annoncé fin mars 2019. Une participation par

classe est autorisée. La soumission se fait sous la responsabilité d'un enseignant qui représentera la classe.

Tous les noms soumis dans les délais, accompagnés d'un lien vers une vidéo de motivation, seront évalués par un panel. Le panel est composé de représentants de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (IRSNB), de la Politique scientifique fédérale (Belspo), du ministère de la Défense et de la cellule politique de la secrétaire d'État à la Politique scientifique, Mme Zuhail Demir.

Le panel d'experts établira une liste de noms les plus pertinents proposés pour le navire de recherche, en fonction d'un certain nombre de critères:

- adéquation du nom pour un navire gouvernemental
- le lien avec la mer, les sciences (marines), un/une scientifique belge, etc.
- le caractère unique du nom.

La liste des noms proposés sera affichée sur le site web du nouveau navire de recherche, sur lequel le gagnant final sera choisi via un vote en ligne. Le panel sélectionnera également la proposition avec la vidéo la plus originale et créative.

Les prix

La classe gagnante (premier prix pour le choix du nom) passera un jour à bord de l'actuel RV Belgica accompagnée de plusieurs scientifiques (au printemps 2019). En tant qu'ambassadeurs du nouveau navire, cette classe sera invitée au baptême du nouveau navire en 2020 et sera invitée pour une journée sur le nouveau navire de recherche en 2021. La classe avec la vidéo la plus originale et créative (deuxième prix) viendra également une journée à bord de l'actuel RV Belgica (au printemps 2019).

Plus

Toute information, les conditions de participation et le règlement complet du concours peuvent être consultés sur www.belspo.be/NewRV





Otto Dix, *Deux enfants*, 1921,
huile sur toile, 95 x 76 cm
Musées royaux des Beaux-Arts de
Belgique, Bruxelles, inv. 7510, VG
Bild-Kunst, Bonn © SABAM Belgium

BERLIN
1912-1932

Herbert Bayer, *Metropole Solitaire*, 1932, photographie du photomontage original, gélatine argentique
Köln, Musée Ludwig, inv. ML/F 1977/0054
© Rheinisches Bildarchiv Köln, rba_d017452

Jusqu'au 27 janvier 2019, les Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique (MRBAB) organisent l'exposition *Berlin 1912-1932*. À travers plus de 200 oeuvres d'art, cette exposition exceptionnelle se focalise sur Berlin en tant que métropole culturelle des années 20 et sur les différents liens entre la scène artistique belge et allemande.

Métropole mythique et cosmopolite incontournable, le Berlin des années 20 connaît une transformation sans précédent. Les bouleversements sociaux, politiques et technologiques révolutionnent la société d'après-guerre et la création artistique.

Berlin 1912-1932 met en lumière cette période charnière. En partant du regard belge sur la scène artistique allemande, l'exposition s'intéresse à une réalité quotidienne oscillant entre crises et utopies, ravage et euphorie, misère et décadence. Ces 'Années folles' reprennent vie à travers plus de 200 oeuvres d'artistes majeurs tels que Otto Dix, Raoul Hausmann, Ernst Ludwig Kirchner, Kasimir Malevich, Aleksandr Rodchenko, Max Beckmann, George Grosz, Hannah Höch...

Le Guggenheim New-York, l'Art Institute de Chicago, le Tate Modern, le Centre Pompidou, le Stedelijk Museum, etc. Plus de 50 musées, institutions et collectionneurs privés internationaux ont prêté leurs oeuvres pour cette exposition majeure qui clôture, dans les arts, les hommages liés aux commémorations de la Guerre 14-18.

Au coeur de l'exposition, un authentique cabaret philosophique entraîne les visiteurs dans un dialogue autour des défis d'hier et d'aujourd'hui. Ce 'Cabaret-Philo' présente musique, performances, débats, danse, workshops, happenings, poésie, cinéma et lectures-spectacles.

Berlin, entre mythe et réalité

Au cours de ces deux décennies, l'austère capitale wilhelmienne devient un lieu mythique, une métropole moderne qui se développe à un rythme effréné et où semblent ouverts tous les champs du possible. Ce bouillonnement se traduit également dans le domaine artistique, et Berlin voit fleurir les avant-gardes tout en servant de creuset aux artistes venus de toute l'Europe. Le peintre belge Jozef Peeters, qui visite la ville et y expose à cette époque, relate ainsi : 'Dans une ville cosmopolite comme Berlin, même les plus grands extrêmes peuvent coexister. Une activité inouïe s'y déploie malgré la brièveté de la vie.' Cette cité, dont la 'brutalité primitive' le fascine et qu'un autre Belge, Paul van Ostaïjen, n'hésite pas à comparer à 'un champignon en croissance exponentielle', est effectivement celle de tous les extrêmes, générant clivages et tensions auxquels le monde de l'art ne reste pas indifférent. Les artistes s'y engagent, appellent à la révolution et pensent un monde nouveau où Berlin, capitale des utopies, serait, selon les termes du galeriste berlinois Herwarth Walden, la 'capitale des États-Unis d'Europe (encore à créer)'.

Max Beckmann, *Le chemin de la maison*, page 2 de la série 'Die Hölle', 1919, lithographie, 86,5 x 61 cm / page: 71 x 48 cm
Kunsthalle Bremen - Der Kunstverein in Bremen - Kupferstichkabinett, inv. 1956/566 © Kunsthalle Bremen





George Scholz, *Bruit Nocturne*, 1919, huile sur canvas, 56,8 x 51
Collection privé, Chicago, USA @ Courtesy of Sotheby's

Mais l'utopie d'une Nouvelle Société, l'émergence de la Nouvelle Femme ou d'un mouvement comme la Nouvelle Objectivité sont à peine formulées que déjà les nuages s'amoncellent, annonçant la tempête qui balayera l'Europe une décennie plus tard.

Cette exposition s'organise par conséquent autour de grands thèmes chronologiques : la création d'une avant-garde artistique à Berlin avant la Première Guerre mondiale, l'agitation révolutionnaire et les utopies qui lui succèdent, puis la formulation de nouveaux projets pour la société et enfin les crises qui s'annoncent, présageant la chape de plomb qui pèsera par la suite sur le Berlin artistique, mis à l'index car produisant selon la terminologie nazie un 'art dégénéré'.

Le 11 novembre 1918, l'armistice signé par la délégation allemande à Compiègne met officiellement et définitivement fin aux hostilités au front de l'ouest. Pour la Belgique, cela signifie, après un peu plus de quatre années, la libération de l'occupation allemande. L'idée de créer un nouveau monde hantait autant les jeunes Allemands que la jeune génération belge – et leur regard se tournait désormais vers l'Allemagne et sa jeune capitale, Berlin. La présente exposition, qui s'inscrit parmi les commémorations de la Grande Guerre, s'intéresse plus spécifiquement à cette métropole lorsqu'elle était symbole de renouveau, et sur un après-guerre où 'tout semblait possible'. Son cadre chronologique couvre la période 1912-1932, soit de l'ouverture de la célèbre galerie Der Sturm à la dernière manifestation d'une collaboration culturelle entre l'Allemagne et la Belgique, avec la rétrospective George Grosz à Bruxelles et Gand. L'accent est mis sur l'immédiat après-guerre, avec ses utopies, ses espoirs et ses crises, suivis de près par le milieu intellectuel et artistique belge.

Au-delà de sa mission de conservation, d'exposition et d'étude d'oeuvres héritées du passé, le musée d'art poursuit une mission sociale essentielle, qui consiste à réactiver ces artefacts en les investissant d'un sens permettant de nous définir, ici et maintenant. L'intérêt de cette exposition ne se situe donc pas uniquement dans l'évocation de courants artistiques et de visions utopiques d'un passé que nous commémorons cent ans après : il s'agit de mener une réflexion sur ce que ce passé, dont les musées sont les gardiens, peut signifier pour nous aujourd'hui. Le sens de la mémoire n'est complet que si on l'accompagne d'une volonté d'influer sur l'avenir.

En 1926, le fameux écrivain et journaliste berlinois Kurt Tucholsky écrit son *Gruss nach vorn* (Salutations à l'avenir), destiné à un lecteur imaginaire de l'année 1985. Il suppose que les hommes du futur n'auront toujours pas résolu les grandes questions de son époque, telles que la création d'une 'Société des Nations', ou l'avènement d'une 'Paneurope'. Il leur adresse notamment ces mots : 'Ce qui reste l'est par pur hasard, parce qu'il est si neutre qu'il parvient à traverser le temps. Et de ce qui était vraiment énorme ne demeure à peu près que la moitié, et personne ne s'en soucie encore – sauf peut-être un peu le dimanche matin, lors d'une visite au musée. [...] On ne se comprend pas vraiment, n'est-ce pas ? Il revient donc au musée d'éveiller cet intérêt et de faciliter ce dialogue entre visiteur d'aujourd'hui et artiste d'hier. Car les grandes questions que les contemporains de 1918 se posaient ne sont pas moins actuelles aujourd'hui, alors que nos valeurs démocratiques sont partout renégociées : quel avenir, quelle société et quel cadre de vie souhaitons-nous pour nous, pour nos enfants et nos petits-enfants ? 'Tu souris, ma voix résonne impuissante du passé, et tu sais tout mieux', écrit encore Tucholsky. Discutons-en.

Michel Draguet

(extrait de la préface du catalogue)

Thématiques de l'exposition

Avant-garde urbaine et guerre

Au moment où le carrefour culturel que représentait Bruxelles perd son éclat au firmament des métropoles culturelles et qu'Anvers, avec le groupe Kunst van Heden, célèbre encore avant tout la génération de 1890, une nouvelle force se développe à partir de 1910 à Berlin. Cette évolution s'accélère avec l'arrivée des membres du groupe Die Brücke, qui ont quitté Dresde, et, surtout, la fondation de la galerie Der Sturm par Herwarth Walden en 1912. Berlin est en train de devenir la ville de l'avant-garde. À Berlin, l'expressionnisme se transforme. L'expérience de la métropole et la confrontation avec le futurisme et l'orphisme exercent une influence décisive, surtout pour les artistes de Die Brücke. Ludwig Meidner rédige une *Introduction à la peinture des vues de grandes villes* dans laquelle il fait une analogie entre bombardement et vécu des métropoles et demande finalement que l'on peigne l'univers de ces dernières comme l'évidence. L'expérience de la ville moderne et celle de la guerre moderne déterminent l'une comme l'autre le développement de l'art. Dans notre optique, la conviction selon laquelle la guerre aurait comme une apocalypse un effet purificateur et ouvrirait la voie à un 'nouveau monde' semble paradoxale.

Révolution et utopie

À Berlin, l'art trouve dans la révolution politique et l'atmosphère de renouveau une nouvelle motivation. Les années 1918-1921 sont placées sous le signe de la révolution de novembre, de l'art oppositionnel et pacifiste et de leur influence sur l'avant-garde belge. C'est une époque d'expérimentation et d'internationalisme, durant laquelle l'expressionnisme reste vivant, même si le dadaïsme et le constructivisme vont, en tant que forces vives, temporairement prendre le dessus. L'architecture et le cinéma contribuent largement à cette volonté combative de renouveau. La vie politique et artistique est pleine de tensions et de contradictions. La mise à mal de la solidarité humaine dans une guerre de plus en plus technologique trouve un écho dans l'anéantissement de la société civile. L'art navigue entre réalité et illusion, rêve idéaliste et critique sarcastique de la société d'après-guerre, langage expressionniste et refus de toute forme de langage par les dadaïstes.

Mythos Berlin

Berlin était-il vraiment ce qu'il paraissait être autrefois et ce que nous nous représentons aujourd'hui ? Moloch ou temple du plaisir ? Berlin a souvent été décrit comme un lieu sans identité, toujours en devenir et, par conséquent, la ville du futur. Dans cette jeune métropole, la question du rapport entre l'individu et la société, déterminée par la production et les médias de masse, la publicité et la culture consumériste, se pose de manière particulièrement cruciale. La photographie et ses dérivés sont le médium du moment, qui permet de représenter la grande ville ainsi que ses habitants. 'Nouveau' était le mot d'ordre auquel tout le monde croyait. Sans surprise, à la fin des années 1920, le magazine *Das Neue Berlin* succède ainsi à celui de *Das Neue Frankfurt*.

Crise

1929 est l'année du 'vendredi noir' à la Bourse de New York. Jour où le fragile édifice du relatif bien-être économique allemand vole en éclat. C'est aussi l'année du Plan Young, du congrès antifasciste et du 'mai sanglant' à Berlin, de la mort de Gustav Stresemann, politicien allemand et prix Nobel de la Paix, et de la réintroduction des élections démocratiques en Espagne. Tout cela débouche à la fois sur une polarisation politique plus poussée et sur une tentative de faire respecter l'ordre public et de gouverner à coups de mesures d'exception et de décrets d'urgence. La polarisation, les attentes non comblées et les paradoxes de l'époque se reflètent également dans l'art. Concrètement, ils se traduisent d'une part par une tendance déjà amorcée à un 'retour à l'ordre' et d'autre part chez des artistes qui s'engagent clairement du point de vue politique par la multiplication des mises en garde que l'on n'écoute pas.



Kasimir Malévitch, *Supremus nr. 50*, 1915, huile sur toile
Collectie Stedelijk Museum Amsterdam, inv. A 7663, ©
Collectie Stedelijk Museum Amsterdam



Fritz Stuckenberg, *Prismes*, 1920, huile sur toile
Private collection Berlin/Brussels,
photo © Angelika Weidling



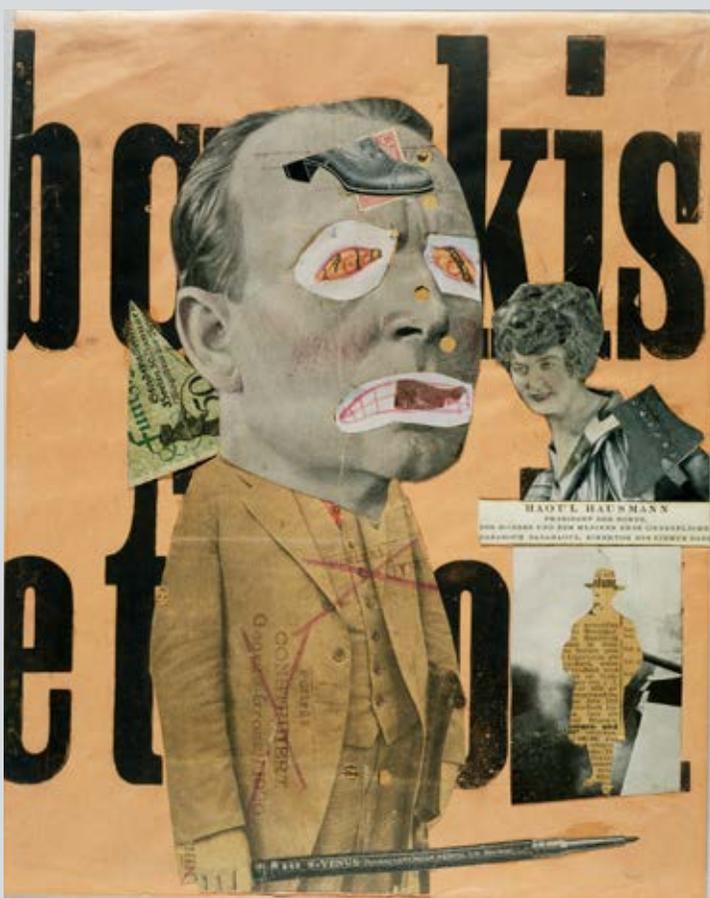
Focus sur quelques oeuvres

Ernst Ludwig Kirchner, *Femmes dans la rue*, 1915

Deux femmes et un homme marchent dans une rue la nuit. Derrière elles, des passants semblent sortir d'une porte voûtée tandis que d'autres s'y dirigent. Tous ces personnages présentent des lignes acérées, en écho à l'architecture urbaine, mais les deux femmes se distinguent par leurs visages maquillés et, pour l'une, son chapeau extravagant. On peut aisément y reconnaître l'un des sujets favoris de Kirchner, les cocottes. La prostitution étant interdite, ces demi-mondaines, pour éviter de trop attirer l'attention, arpentaient sans relâche les rues animées de la ville. Elles se distinguaient avant tout par leur maquillage et leur tenue. Vision familière d'avant-guerre, elles furent érigées en attraction touristique de la vie nocturne berlinoise.

Kirchner, enrôlé au début de la Première Guerre mondiale, fut réformé en 1915 pour raisons de santé. Membre fondateur, à Dresde, du groupe expressionniste Die Brücke, il avait emménagé à Berlin en 1911. La capitale du Reich allemand l'inspirait par son effervescence, retranscrite dans nombre de ses tableaux. L'expressionnisme avait trouvé une tribune à Berlin avec la fondation des périodiques *Der Sturm* en 1910, *Die Aktion* en 1912 et *Kunstblatt* en 1917. Dès 1912, la fondation de la galerie Der Sturm par Herwarth Walden offrit un écrin à l'expressionnisme allemand tout en invitant l'avant-garde européenne à venir y exposer.

Ernst Ludwig Kirchner, *Femmes dans la rue*, 1915, huile sur toile, 126 x 90 cm
Von der Heydt-Museum Wuppertal, Allemagne, inv. G 681, © VG Bild-Kunst, photo © Von der Heydt-Museum Wuppertal, Antje Zeis-Loi, Medienzentrum Wuppertal



Raoul Hausmann, *Le critique d'art*, 1919-1920

L'effervescence politique à la fin et au sortir de la Première Guerre mondiale se traduit également dans le domaine artistique. La fièvre révolutionnaire le gagne à son tour, et trois grands groupes voient le jour à Berlin, le mouvement Dada, importé de Zurich, l'Arbeitsrat für Kunst, créé sur le modèle des conseils ouvriers, et enfin le Novembergruppe, plus éclectique, nommé ainsi en référence à la révolution de novembre 1918.

Il en découle par conséquent une volonté farouche de mettre à bas les vieilles institutions, renverser les normes et créer une forme d'anti-art. Raoul Hausmann, un des membres fondateurs du Dada berlinois et organisateur, en 1920, de la première Foire internationale Dada, s'inscrit pleinement dans cette démarche. Utilisant parmi les premiers une forme nouvelle, le photomontage, il ridiculise, avec *Le critique d'art*, cette corporation qui dispose du pouvoir exorbitant, à ses yeux, de définir le beau. Elle est ainsi représentée par un homme à la tête disproportionnée, aux yeux tombants et à la bouche grimaçante, armé d'un gigantesque crayon. Celui-ci se détache sur un fond de lettres placées à la suite les unes des autres sans former de mots intelligibles. Par ailleurs, le personnage ne semble pas insensible aux tentations bien matérielles comme le laisse entrevoir le billet de banque replié derrière sa tête...

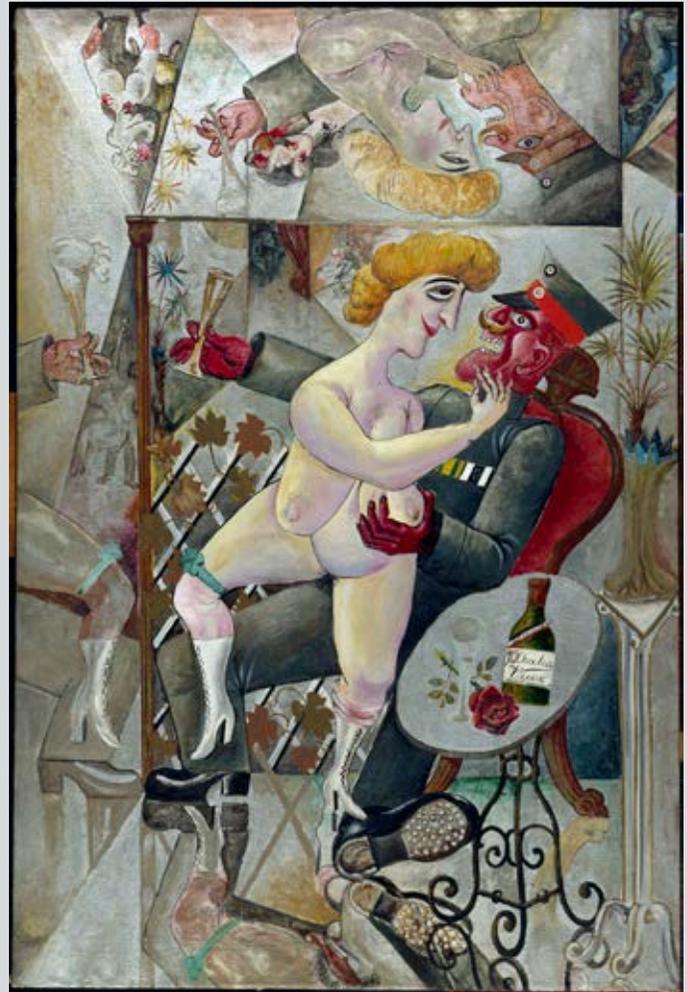
Raoul Hausmann, *Le critique d'art*, 1919-20,
Lithographie et papier imprimé, 31,8 x 25,4 cm
Tate: Purchased 1974, Inv. T01918 © ADAGP, Paris and DACS, London 2017

Otto Dix, *Souvenirs de la galerie des glaces à Bruxelles, 1920*

Enrôlé en 1915 à l'âge de 24 ans, le peintre Otto Dix combat sur plusieurs fronts et reçoit de multiples blessures. Démobilisé, Dix retranscrit sur la toile, dans un style mordant, les traumatismes de l'Allemagne de l'après-guerre. Inspiré par le dadaïsme, il dresse un portrait au vitriol de la société allemande.

Ici, Dix se remémore les absurdités de la guerre. Pendant que les soldats meurent dans les tranchées des Flandres ou d'ailleurs, les gradés se paient du bon temps. Un officier allemand, visiblement congestionné dans son uniforme avec son teint rougeaud, s'offre du champagne en charmante compagnie. Une plantureuse blonde à l'opulente poitrine est assise sur ses genoux, seulement vêtue de ses bottes et de ses bas, tandis que l'officier lui presse le sein. La 'galerie des glaces' à laquelle le titre renvoie, fait référence à un café de Bruxelles réaménagé en maison close pour gradés, le Cristal Palace, ayant la particularité de posséder plusieurs pièces entièrement revêtues de miroirs. Ceux-ci permettent d'observer la scène sous plusieurs angles, mais révèlent aussi d'autres détails, comme le sexe de la femme reflété en bas, ou les ébats d'autres officiers avec des prostituées, en haut. En multipliant les points de vue comme dans le cubisme, Dix réalise une sorte de pastiche d'une scène aussi dégoûtante que triviale.

Otto Dix, *Souvenirs de la galerie des glaces à Bruxelles, 1920*, huile et glacis sur fond d'argent sur toile, 124 x 80,4 cm, achat en souvenir de Siegfried Poppe, 1999. Centre Pompidou, Paris. Musée national d'art moderne / Centre de création industrielle, inv. AM 1999-178 © ADAGP, Paris © photo Centre Pompidou, MNAM-CCI, Dist. RMN-Grand Palais / Georges Meguerditchian



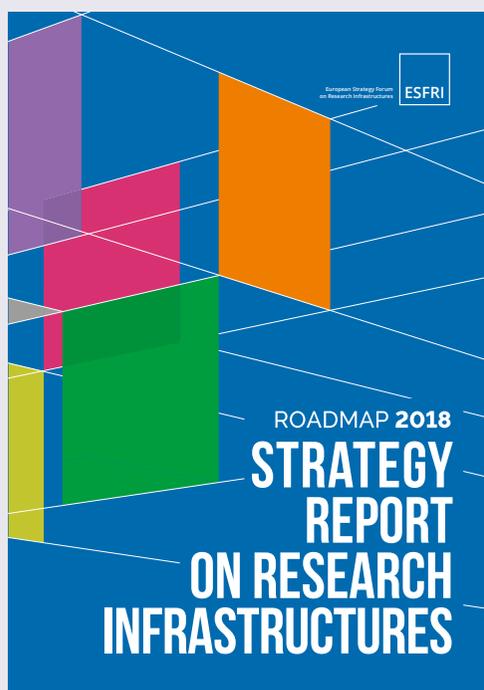
Karl Hofer, *Les chambres noires, 1928-1943*

Dans un décor sinistre, entre ombre marquée et lumière blafarde, un homme nu, le regard perdu, joue du tambour. Il est entouré d'autres hommes nus, aux visages sans expression : le premier à gauche semble ouvrir une porte. L'homme à l'arrière-plan, les mains sur les hanches, regarde le joueur de tambour, tandis qu'un troisième entre dans le champ de face comme pour apparaître sur une photo. Enfin, un quatrième seulement vêtu d'une chemise rappelant un vestige d'uniforme, pénètre dans une pièce attenante. *Les chambres noires* date de 1928, mais la première version a été détruite en raison des bombardements sur Berlin ; l'artiste la recompose de *mémoire* en 1943. Le tableau est souvent considéré comme une oeuvre prémonitrice de la tragédie du nazisme.

Hofer, né à Karlsruhe en 1878, est un artiste difficilement classable et parfois qualifié de représentant du réalisme magique. Influencé dans ses premières années par Rousseau et Cézanne, par sa découverte du Greco, puis par le symbolisme de Hans von Marées et de Böcklin, il développera une peinture de style expressionniste, s'essayera à l'abstraction mais reviendra très vite à la peinture figurative à laquelle il restera attaché. Appartenant à la génération d'avant-guerre, il se tient dans les années 1920, semble-t-il, à distance de l'effervescence politique de ses cadets. Pourtant, après la prise de pouvoir par les nazis, la totalité de son oeuvre qualifiée de 'dégénérée' est mise à l'index.

Karl Hofer, *Les chambres noires, 1943*, huile sur toile, 149 x 110 cm
Staatliche Museen zu Berlin, Neue Nationalgalerie, Inv. B 2 © bpk /
Nationalgalerie, SMB / Jörg P. Anders





Feuille de route ESFRI 2018

La Belgique participe activement aux nouvelles priorités européennes en matière d'infrastructures de recherche

Laurence Lenoir

Le 11 septembre dernier, le Forum stratégique européen pour les infrastructures de recherche (ESFRI - *European Strategy Forum on Research Infrastructures*) a publié la mise à jour 2018 de sa feuille de route, document stratégique reprenant les priorités européennes en matière d'infrastructures de recherche. Nous profitons de l'occasion pour faire le point sur la participation de la Belgique aux infrastructures de recherche paneuropéennes et sur trois nouveaux projets prioritaires impliquant dans leur consortium des partenaires fédéraux.

Qu'est-ce qu'ESFRI ?

Créé en 2002 sur décision du Conseil de l'Union européenne, les missions principales du forum intergouvernemental ESFRI sont de soutenir une politique stratégique et cohérente des infrastructures de recherche en Europe et de faciliter les initiatives multilatérales visant au développement des infrastructures de recherche aux niveaux européen et international.

Pour ce faire, ESFRI publie régulièrement une feuille de route (*ESFRI Roadmap*) identifiant les projets prioritaires d'infrastructures de recherche qui répondent aux besoins à long-terme (10-20 ans) des communautés scientifiques et qui ont un intérêt paneuropéen. La feuille de route ESFRI couvre tous les domaines scientifiques, que ce soit pour de nouvelles infrastructures de recherche ou des mises à niveau majeures d'installations déjà existantes. La feuille de route a été publiée pour la première fois en 2006 et mise à jour en 2008, 2010, 2016 et 2018. La prochaine édition est prévue pour 2021.

Une infrastructure de recherche peut être définie comme les installations, ressources, et services utilisés par les communautés de chercheurs pour mener leurs recherches et stimuler l'innovation dans leur domaine. Elles comprennent

les principaux équipements scientifiques ou ensembles d'instruments; les ressources cognitives telles que les collections, les archives ou les informations scientifiques; les infrastructures en ligne telles que les données, les systèmes de calcul et les réseaux de communication, etc. Une infrastructure de recherche peut être centralisée (un seul site), virtuelle ou distribuée (répartie sur plusieurs sites).

La Belgique et les infrastructures de recherche européennes

La Belgique a toujours participé activement aux politiques européennes en matière d'infrastructures de recherche. Cette participation est l'expression logique de la volonté d'un pays de taille modeste de permettre à ses chercheurs et à son industrie d'accéder dans les meilleures conditions à des installations scientifiques de pointe au niveau mondial. Celles-ci sont absolument nécessaires à la recherche d'excellence et à l'innovation et la Belgique ne pourrait les créer ni les gérer seule.

Notre pays a ainsi été membre fondateur de nombreuses grandes infrastructures de recherche qui ont été constituées sous la forme d'organisations intergouvernementales telles que le CERN (Organisation européenne de physique des particules), l'ESA (Agence spatiale européenne), l'ESO (Observatoire austral européen) et l'ESRF (Installation européenne de rayonnement synchrotron) et a adhéré également à l'EMBL (Laboratoire européen de biologie moléculaire), à l'EFDA (Accord européen pour le développement de la fusion- aujourd'hui baptisé Eurofusion) et à l'ILL (Institut Laue-Langevin).

De même, depuis la mise en place du forum ESFRI, la Belgique a été impliquée directement dans la construction de nombreuses infrastructures de recherche paneuropéennes, pour la plupart distribuées. Ces infrastructures de re-

cherche distribuées sont composées d'un siège central et de plusieurs composantes réparties dans plusieurs pays.

Le bénéfice que retire la Belgique de sa participation et de son investissement à long terme dans les infrastructures de recherche paneuropéennes est multiple: retour scientifique (accès et formation de nos chercheurs, possibilité d'engagement de personnel belge), retour industriel (marchés de fourniture d'équipements et services de haute technologie, stimulation de l'innovation), retour sociétal et environnemental (accès à des outils destinés à répondre aux grands défis de notre société, par exemple dans le domaine de la santé, de l'environnement, de l'énergie et de la cohésion sociale), retour à long terme (accès à des infrastructures pérennes maintenues au niveau d'excellence mondiale), participation aux décisions stratégiques et scientifiques au niveau européen.

A ce jour, la Belgique participe à vingt-cinq nouvelles infrastructures de la Feuille de route ESFRI dont vingt-trois distribuées. Treize de ces infrastructures de recherche distribuées comptent la participation des Etablissements scientifiques fédéraux ou autres équipes scientifiques fédérales. Ces participations aux infrastructures de recherche ESFRI apportent une valeur non négligeable à ces équipes, dont notamment la participation à des stratégies coordonnées, des échanges interinstitutionnels et une meilleure visibilité, le tout au niveau européen.

A noter que l'infrastructure de recherche MYRRHA figure sur la feuille de route ESFRI depuis 2010. C'est, jusqu'à présent, la seule infrastructure de recherche ESFRI coordonnée par la Belgique.

Comment les nouvelles priorités européennes sont-elles sélectionnées ?

Pour être repris sur la feuille de route ESFRI, un projet d'infrastructure de recherche doit soumettre un dossier qui sera évalué à la fois sur ses aspects scientifiques (excellence, pertinence paneuropéenne, impact socio-économique, etc.) et sur sa maturité (engagement des futurs membres, financement, politique d'accès, etc.). Les projets sont évalués par deux groupes de travail d'ESFRI: l'un des six *Strategic Working Group*, à savoir les groupes couvrant différents domaines thématiques, et le *Implementation Group*, le groupe couvrant les aspects liés à la maturité.

Une fois inclus sur la feuille de route ESFRI, un projet d'infrastructure de recherche reste dans la liste des priorités pour une période de dix ans. Au terme de cette période, ESFRI réalise une évaluation de l'implémentation de l'infrastructure en question, à nouveau selon des critères liés aux aspects scientifiques et à sa maturité. Les infrastructures de recherche considérées comme implémentées avec succès obtiennent le statut de *Landmark* et gardent ainsi le label ESFRI. La mise en place d'une procédure de monitoring périodique de ces Landmarks est prévue pour les prochaines années.

A noter que ces infrastructures de recherche sont dans la grande majorité des cas le fruit d'un processus 'bottom-up'. En effet, les communautés scientifiques constituent dans un premier temps un réseau européen d'infrastructures nationales. Ces réseaux peuvent obtenir un soutien financier du programme-cadre pour la recherche et l'innovation de la Commission européenne Horizon 2020. Ensuite, si pertinent, ces réseaux peuvent évoluer vers une infrastructure de recherche, qui, à terme, aura sa propre entité légale et sera financée par ses membres, le plus souvent les pays qui participent à l'infrastructure de recherche. Lorsqu'un projet d'infrastructure de recherche est repris sur la feuille de route ESFRI, celui-ci pourra bénéficier d'un financement de Horizon 2020 pour sa phase préparatoire, c'est-à-dire pour les tâches liées notamment à la définition et l'établissement des services de l'infrastructure, à la préparation de sa gouvernance, de son financement et de ses statuts légaux.

Et les lauréats pour 2018 sont...

Pour cette édition 2018, douze projets d'infrastructures de recherche ont soumis leur dossier à ESFRI. A l'issue des évaluations de ses groupes de travail, et sur la base d'une recommandation de son conseil exécutif, le forum ESFRI a décidé d'inclure six nouveaux projets sur sa feuille de route, à savoir :

- DISSCO (Distributed System of Scientific Collections)
- EHRI (European Holocaust Research Infrastructure)
- eLTER (Integrated European Long-term Ecosystem, critical zone and socio-ecological system Research Infrastructure)
- EU-IBISBA (Industrial Biotechnology Innovation and Synthetic Biology Accelerator)
- IFMIF-DONES (International Fusion Materials Irradiation Facility-Demo Oriented NEutron Source)
- METROFOOD (Infrastructure for Promoting Metrology in Food and Nutrition)

A l'exception d'IFMIF-DONES, ces projets de nouvelles infrastructures impliquent tous une ou plusieurs équipes scientifiques belges, un signe évident de la reconnaissance de nos équipes au niveau européen et de l'importance des infrastructures de recherches paneuropéennes pour nos communautés scientifiques. Trois projets auxquels des institutions scientifiques fédérales participent sont décrits plus amplement ci-dessous. Nous félicitons toutes les équipes belges pour leur contribution fructueuse à ces nouveaux projets ESFRI et leur souhaitons une bonne continuation pour la préparation et l'implémentation de leur infrastructure de recherche !

Plus

roadmap2018.esfri.eu

www.belspo.be/belspo/coordination/euCoor_ESFRI_fr.stm

EHRI - European Holocaust Research Infrastructure

Francesco Gelati et Dirk Luyten

EHRI est une infrastructure numérique qui offre à la communauté scientifique, mais aussi au grand public, un portail en ligne donnant librement accès à plus de 200.000 descriptions archivistiques relatives à l'Holocauste. Près de 2000 institutions (musées, archives, centres de documentation et de recherche, mémoriaux) y sont également répertoriées. Assurer un accès durable à cette base de données a toujours été une priorité. A côté de cela, il faut souligner le fait qu'EHRI propose une panoplie d'initiatives pour promouvoir un espace européen de recherche et de rencontre autour des études relatives à l'Holocauste : colloques, workshops, bourses d'études, blog, cours en ligne, documentation et éditions numériques. EHRI stimule et facilite les contacts entre les chercheurs internationaux d'Europe centrale et orientale sur l'Holocauste.

Soutien européen à la poursuite des recherches sur l'Holocauste

Le projet EHRI a été lancé en 2010 dans le but de soutenir et de stimuler les recherches relatives à l'Holocauste sur le plan international. Le projet est coordonné par le NIOD (Instituut voor Oorlogs-, Holocaust- en Genocidestudies) à Amsterdam. Le CegeSoma (Centre d'Etudes



CC Luke McKernan-SA 2.0

et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines, quatrième direction opérationnelle des Archives de l'État) est partenaire de ce projet depuis ses débuts. Kazerne Dossin est la seconde institution belge participant au projet. L'inclusion d'EHRI sur la mise à jour 2018 de la feuille de route ESFRI est une condition importante pour assurer la continuité de cette infrastructure de recherche. Cela représente également une consécration pour ce projet portant exclusivement sur l'Holocauste en mettant en évidence sa valeur scientifique, sociétale et son importance mémorielle.

www.ehri-project.eu

METROFOOD - Infrastructure for Promoting Metrology in Food and Nutrition

Karine Vandermeiren et Joris Van Loco

METROFOOD est une nouvelle infrastructure internationale de recherche pour la promotion et la coordination de la connaissance et l'expertise scientifiques dans le domaine des techniques métrologiques pour la qualité et la sécurité alimentaire. En 2016, cette infrastructure était mentionnée dans la feuille de route ESFRI en tant que "emerging project" (c'est-à-dire un projet à haute valeur scientifique mais à la maturité insuffisante), avant d'être reprise en 2018 comme projet prioritaire. Après approbation du plan d'action élaboré, la phase préparatoire de METROFOOD-RI commencera mi 2019 pour une durée de deux ans. La coordination internationale est assurée par ENEA (Italian National Agency for New Technologies, Energy and Sustainable Economic Development); la composante belge est représentée par l'institut scientifique sanitaire Sciensano et continue actuellement à être développé. Les premiers partenaires sont l'Institut national de métrologie (SPF Economie) et Food Pilot (ILVO).

METROFOOD-RI est constitué d'un volet physique ainsi que d'un volet électronique et il intègre divers aspects d'analyse et de recherche en matière de qualité et de sécurité alimentaire : techniques analytiques



Mesures correctes: essentiel pour la sécurité alimentaire. © Alexander Raths

et métrologiques, production de matériaux de référence, installations et champs de production pilotes, ainsi que l'intégration de bases de données. Cela signifie que l'infrastructure intègre non seulement des laboratoires analytiques, mais également des stations expérimentales, des plateformes de production expérimentales, bref: toutes les facilités de recherche liées au développement et à la validation de processus de production et de contrôle, nouveaux et existants, à travers les chaînes alimentaires, 'de la ferme à l'assiette'. Une plateforme internet interactive gratuite permettra de partager les informations et données disponibles, mais aussi notamment des modules d'e-learning, avec des entreprises, des laboratoires, des universités, des organisations de consommateurs et d'autres institutions publiques.

www.metrofood.eu

DiSSCO - Distributed System of Scientific Collections

Patricia Mergen et Carole Paleco

De tout temps, les pays européens ont collecté et échantillonné la biodiversité, faisant de l'Europe l'hôte des plus anciennes, des plus vastes et des plus riches collections d'histoire naturelle dans le monde. Ces collections jouent un rôle majeur dans notre connaissance sur la biodiversité qui nous entoure, elles nous informent de manière indirecte sur notre alimentation, notre santé et nous aident à comprendre et définir des moyens d'actions pour faire face au changement climatique.

L'exploitation de cet incroyable potentiel scientifique que représentent les collections peut être néanmoins encore optimisée. En effet, réparties dans de nombreuses institutions situées dans différents pays, la consultation et l'étude de ces collections demandent des déplacements et visites sur site, tandis que leur numérisation et accessibilité en ligne restent encore limitées.

En quoi l'infrastructure DISSCO apporte-t-elle une réelle nouveauté ?

DISSCO a pour objectif de mettre en place un système qui permette une meilleure utilisation des données et des expertises qui sont liées aux collections en science naturelle. Ce système s'appuiera sur la mobilisation des données, leur centralisation et la production d'informations sur la diversité géologique et biologique au format adéquat et utile pour la communauté scientifique. Il s'agit de transformer un paysage fragmenté en une infrastructure cohérente et réactive.

DISSCO mettra à la disposition d'un large panel d'utilisateurs quatre types de services différents : i) un accès aux plus grandes collections européennes tant numérique, et à distance, que physique, ii) une programmation de recherche commune et innovante axée sur les données scientifiques, iii) de la formation, de la guidance et de l'engagement de la part du personnel des institutions et, enfin, iv) une harmonisation européenne des différents plans d'action mis en place en matière de collections en science naturelle.



Carabidae de Belgique, ex collection Derenne, représentatif des collections d'entomologie de l'IRScNB. © IRScNB

Quels acteurs composent DISSCO et quel est le rôle de la Belgique ?

Les 115 partenaires des 21 pays rassemblés dans DISSCO offrent un accès à leurs 1500 millions de spécimens et à l'expertise de leurs 5000 chercheurs à temps plein. La Belgique, représentée par 8 institutions, est l'un des contributeurs majeurs de ces impressionnantes ressources. En effet, les collections fédérales, conservées à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, au Musée royal de l'Afrique centrale et au Jardin botanique de Meise représentent à elles seules 55 millions de spécimens! (*)

L'acceptation de DISSCO sur la feuille de route ESFRI est le fruit de la détermination d'un réseau fort et engagé coordonné par le CETAF qui œuvre depuis de nombreuses années à la reconnaissance des collections d'histoire naturelle en tant qu'infrastructure de recherche.

www.dissco.eu

(*) Les autres institutions belges sont l'Institut voor Natuur- en Bosonderzoek, Koninklijke Maatschappij voor Dierkunde van Antwerpen, Université Libre de Bruxelles, Université de Namur, Vlaams Instituut voor de Zee/Flanders Marine Institute.

La Belgique est membre des landmarks suivants:

- BBMRI (Biobanking and BioMolecular resources Research Infrastructure)
- CESSDA (Consortium of European Social Science Data Archives)
- DARIAH (Digital Research Infrastructure for the Arts and Humanities)
- ELT (Extremely large Telescope)
- ELIXIR (A distributed infrastructure for life-science information)
- EMBRC (European Marine Biological Resource Centre)
- EPOS (European Plate Observing System)
- ESRF EBS (European Synchrotron Radiation Facility Extremely Brilliant Source)
- ESS (European Social Survey)
- HL-LHC (High-Luminosity Large Hadron Collider)
- ICOS ERIC (Integrated Carbon Observation System)
- ILL (Institut Max von Laue-Paul Langevin)
- INSTRUMENT (Integrated Structural Biology Infrastructure)
- JHR (Jules Horowitz Reactor)
- LIFEWATCH (e-infrastructure for Biodiversity and Ecosystem Research)
- PRACE (Partnership for Advanced Computing in Europe)
- SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe)

La Belgique est également observateur au sein du European Spallation Source et prévoit de l'être au sein de Euro-BioImaging (European Research Infrastructure for Imaging Technologies in Biological and Biomedical Sciences)

La Belgique participe aux projets d'infrastructures de recherche suivants:

- ACTRIS (Aerosols, Clouds and Trace gases Research Infrastructure)
- ANAEE (Infrastructure for Analysis and Experimentation on Ecosystems)
- DISSCO (Distributed System of Scientific Collections)
- EHRI (European Holocaust Research Infrastructure)
- eLTER (Integrated European Long-term Ecosystem, critical zone and socio-ecological system Research Infrastructure)
- EMPHASIS (European Infrastructure for multi-scale Plant Phenomics and Simulation for food security in a changing climate)
- E-RHIS (European Research Infrastructure for Heritage Science)
- EU-IBISBA (Industrial Biotechnology Innovation and Synthetic Biology Accelerator)
- METROFOOD (Infrastructure for Promoting Metrology in Food and Nutrition)
- MIRRI (Microbial Resource Research Infrastructure)
- MYRRHA (Multi-purpose hYbrid Research Reactor for High-tech Applications)

Les violences sexuelles en Belgique

Première étude de prévalence représentative sur la nature, l'ampleur et l'impact des violences sexuelles en Belgique

Les violences sexuelles (VS) sont un problème de santé publique, social et judiciaire important. Nous ne disposons pourtant pas encore d'une étude comparative et représentative menée à l'échelle nationale sur la nature, l'ampleur et l'impact des violences sexuelles en Belgique. Nous y remédions avec l'étude 'UN-MENAMAIS'.

Les violences sexuelles peuvent avoir des conséquences négatives de longue durée sur le bien-être sexuel, physique et psychique des victimes, mais aussi pour leurs pairs, leurs descendants et leur entourage. Les victimes de violences sexuelles durant l'enfance courent plus de risques d'être à nouveau des victimes et/ou des auteurs plus tard. Les mécanismes complexes se cachant derrière ces stratégies de coping et l'efficacité d'une approche convenant à chaque genrée d'individus sont toutefois encore trop peu étudiés. Dans la lignée des directives internationales, le gouvernement fédéral belge plaide pour une approche holistique des victimes de VS dans le 'Plan d'action national de Lutte contre toutes les Formes de Violence basée sur le genre' en cours. Une régionalisation récente des compétences entraîne aussi des changements dans le paysage judiciaire. C'est la raison pour laquelle il convient de disposer d'une étude de prévalence représentative de la VS en Belgique, représentant toutes les vulnérabilités des victimes et des auteurs.

Notre étude UN-MENAMAIS a pour but de contribuer à mieux comprendre les mécanismes, la nature, l'ampleur et l'impact des VS sur les femmes, hommes et transgenres victimes, les pairs, les descendants, les professionnels et la société belge. À cette fin, nous avons recours à une enquête représentative à l'échelle nationale portant sur les victimes et les auteurs de VS dans la population générale, chez les personnes âgées et les demandeurs de protection internationale, les réfugiés et les migrants en situation irrégulière, mais aussi à une étude qualitative approfondie sur les victimes de VS et leur entourage au fil des générations. L'échantillon porte sur une population âgée de

16-100 ans. Nous interrogeons aussi des professionnels à propos de l'examen médico-légal et nous développons à la fin de l'étude des propositions politiques ainsi que des stratégies pour la prévention et la prise en charge des VS.

Tous ces éléments sont scientifiquement étayés à l'aide d'une vaste étude de la littérature, reprenant aussi bien des ouvrages scientifiques que des rapports, des documents politiques et des textes de loi rédigés en néerlandais, en français et en anglais. Les principaux résultats de cette étude de la littérature pour notre projet d'étude sont résumés ci-dessous en trois grandes parties : 1) Qu'est-ce que les violences sexuelles ? ; 2) Qui est vulnérable face aux violences sexuelles ? ; et 3) Comment la police, la justice et les prestataires de soins abordent-ils les victimes et les auteurs ?

Qu'est-ce que les violences sexuelles ?

Nous avons tout d'abord accordé de l'attention à la multitude de définitions des violences sexuelles et à l'impact de l'utilisation des unes ou des autres sur notre enquête. Selon le cadre normatif, le public cible et les méthodes de communication, différentes définitions sont en effet utilisées qui, tantôt peuvent être très limitées, tantôt très étendues. Nous avons d'une part la législation pénale belge qui décrit diverses formes de violence, comme le harcèlement, l'attentat à la pudeur, la tentative de viol et le viol. D'autre part, nous avons des définitions scientifiques plus larges, comme la définition la plus récente de l'Organisation mondiale de la Santé de 2015, qui stipule que la violence sexuelle concerne 'tout acte sexuel perpétré contre la volonté de la personne qui le subit. Il peut être commis par n'importe quelle personne, indépendamment de sa relation avec la victime, dans tout contexte'.

Dans le cadre de l'enquête, nous utilisons une définition scientifique large selon laquelle les violences sexuelles comprennent l'intimidation sexuelle, la négligence sexuelle et le mépris de

Le projet de recherche UN-MENAMAIS (2017-2021) s'inscrit dans le cadre du programme BRAIN-be de la Politique scientifique fédérale, en appui des compétences de l'Autorité fédérale.

Plus sur : www.belspo.be/belspo/brain-be/themes_5_Social_fr.stm#UN-MENAMAIS

l'intimité sexuelle, l'abus sexuel sans pénétration, la tentative de viol et le viol, et dans le contexte de la migration (forcée), également l'exploitation sexuelle, la prostitution forcée et la violence sexuelle en tant qu'arme de guerre' (1-4). Cela nous permet d'étudier toutes les formes de violences sexuelles possibles et de les comparer avec d'autres enquêtes internationales.

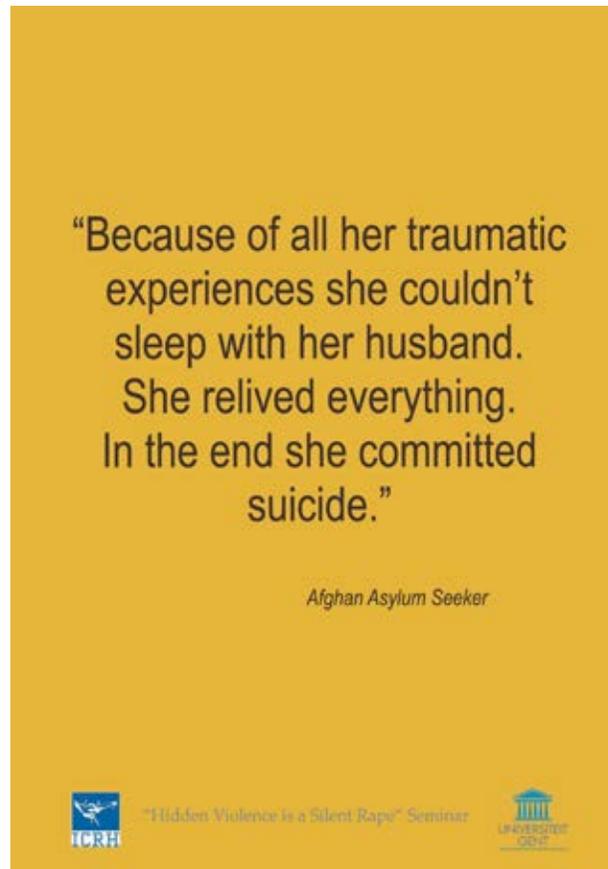
Nous donnons ensuite un aperçu des conséquences des violences sexuelles, du signalement des actes de violence et du comportement de recherche d'aide de la part des victimes et des auteurs. Les violences sexuelles peuvent avoir des conséquences de longue durée sur le plan mental, sexuel ou encore physique, mais aussi avoir une influence négative sur le bien-être et les relations sociales de la victime, de son entourage et de ses descendants. Le trouble de stress post-traumatique (TSPT) semble jouer un rôle clé dans le développement des conséquences à long terme suite à des actes de VS subis durant l'enfance, mais les mécanismes neurobiologiques n'en sont pas encore totalement connus. De plus en plus d'études indiquent en outre qu'il existe une transmission transgénérationnelle et intergénérationnelle de l'impact des VS via des voies neurobiologiques et (épi)généétiques d'une part et via des styles d'éducation et des attachements dangereux d'autre part (3).

Le comportement de recherche d'aide suite à un acte de violence sexuelle commence par la reconnaissance que l'acte perpétré était un comportement sexuel abusif, ce pour quoi une forme de révélation minimale est nécessaire. De nombreuses particularités contextuelles, interpersonnelles et individuelles interviennent à ce niveau et sont toutes influencées par des normes de genre et des mythes sur le viol (3). Nous abordons donc dans l'étude comment ces éléments sont interreliés et comment il convient de recueillir les témoignages sur ce sujet.

Qui est vulnérable face à la violence sexuelle ?

Les normes de genre et les mythes sur le viol jouent aussi un rôle dans l'image qui domine généralement et qui considère les femmes comme victimes de VS et les hommes comme les auteurs. Cette image dichotomique – et fautive – influence les développements politiques et les plans d'action, puisque ceux-ci sont souvent basés sur des enquêtes, mais ce sont aussi souvent ces politiques et ces plans d'action qui déterminent quelles seront les enquêtes qui pourront être financées (2, 3). Cela peut donc déboucher sur une politique et une enquête faussées, mais aussi mener à de nouvelles victimes et de nouveaux auteurs, car les personnes qui ne bénéficient pas de soins appropriés après une exposition à la violence sexuelle courent un risque accru d'être à nouveau en contact avec celle-ci (2, 3).

Une récente enquête européenne dévoile par ailleurs des chiffres élevés en ce qui concerne les hommes victimes de violence sexuelle. Une étude menée auprès de jeunes adultes (18-27 ans) dans dix pays européens a démontré que 27,1% des jeunes hommes avaient déjà été confrontés à des actes de violence sexuelle (5). Pour la Belgique, ce pourcentage s'élevait à 10,1% des jeunes hommes. Les hommes ont aussi plus de difficultés à dénoncer des cas de VS et à chercher de l'aide. Il est donc indiqué que la future enquête consacrée à la VS s'écarte de la réflexion dichotomique et que les obstacles qui existent aux niveaux des soins et de la dénonciation de la part des victimes



masculines soient éliminés (3, 6). Cette enquête a en outre démontré qu'une exposition indirecte à la violence entraînait aussi de nombreux effets négatifs.

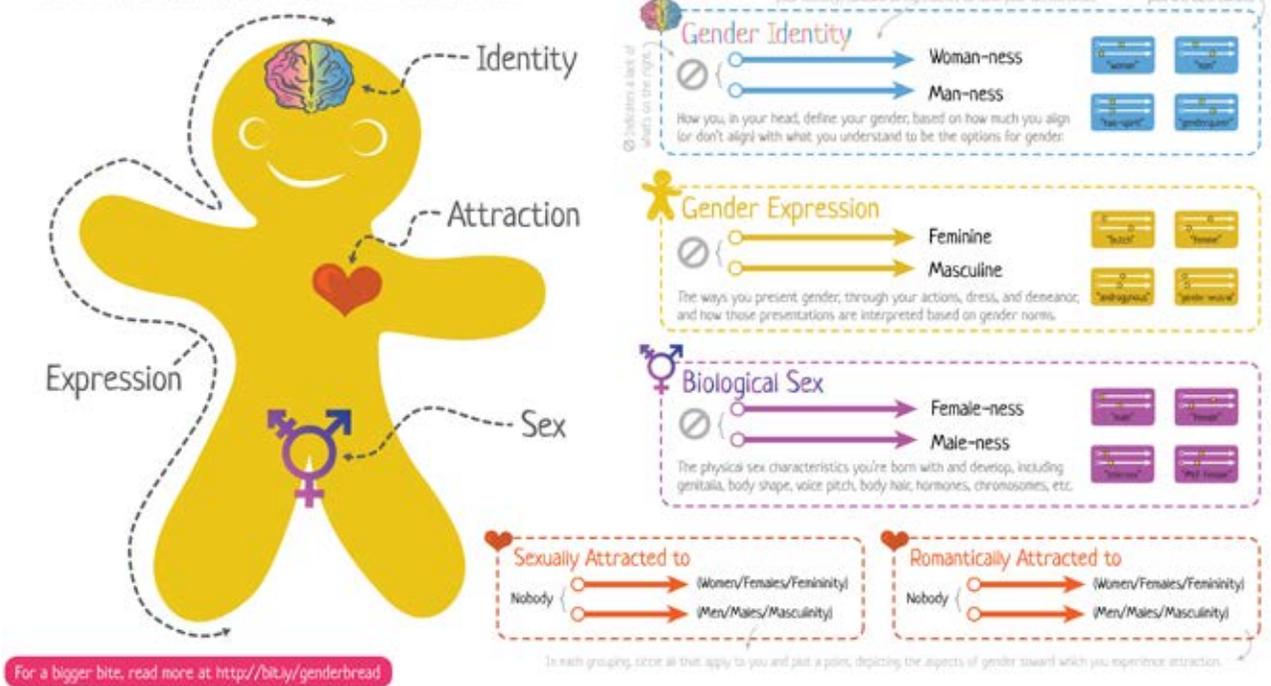
La violence sexuelle chez les personnes âgées est un autre sujet tabou que nous abordons dans cette enquête. En Belgique aussi, l'image domine selon laquelle les personnes âgées perdent leur sexualité en vieillissant, n'ont plus besoin d'avoir des relations sexuelles et ne peuvent par définition plus être confrontées à des actes de VS. C'est toutefois et incontestablement faux (7). Le respect de l'intimité corporelle des personnes âgées laisse souvent à désirer, par exemple lorsque des personnes âgées incontinentes sont changées comme des bébés. Avec le projet UN-MENAMAIS, nous voulons vérifier à quel niveau de prévalence la VS (y compris le déni de leur sexualité et de leur intimité) est présente chez les personnes âgées (de 70 à 100 ans) en Belgique, avec quelles formes de VS celles-ci sont plus souvent confrontées, comment elles y font face et quels sont les soins qu'elles estiment souhaitables.

Il a déjà été démontré que les minorités sexuelles et de genre, comme les personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres, les personnes intersexuées, les queers, etc. sont aussi très vulnérables à la VS dans notre pays. Une étude flamande menée en 2014 a observé que 31,7% des personnes transgenres avaient déjà été confrontées au moins une fois à des actes de VS au cours de leur vie (8). Parmi les LGBT qui ont participé à cette étude, plus de 40% ont déclaré avoir été victimes de VS. De manière générale, il s'est avéré que les hommes ayant régulièrement des relations sexuelles consenties avec des hommes, que des homosexuels et que des hommes bisexuels, couraient jusqu'à six fois

The Genderbread Person v3.3

by its pronounced **METROsexual**.com

Gender is one of those things everyone thinks they understand, but most people don't. Like inception. Gender isn't binary. It's not either/or. In many cases it's both/and. A bit of this, a dash of that. This tasty little guide is meant to be an appetizer for gender understanding. It's okay if you're hungry for more. In fact, that's the idea.



plus le risque d'être victimes de VS que les hommes qui n'entretenaient que des relations hétérosexuelles (8). Pourtant, aucune étude de prévalence comparative systématique à l'échelle nationale n'a encore été menée dans ce groupe. Nous voulons par ailleurs également vérifier dans quelle mesure le 'stress de minorité' (9) entraîne chez ces personnes un risque accru de VS, ainsi que l'impact qu'a cette violence sur leur vie, sur leur propension à demander de l'aide, et finalement sur l'aide qu'elles reçoivent.

Par ailleurs, une autre étude antérieure a démontré que les migrants, les personnes demandant une protection internationale et les réfugiés en Belgique et en Europe étaient plus vulnérables à la violence sexuelle que la population générale. L'impact de la violence sexuelle sur leur vie est souvent plus grand, puisque ces personnes se trouvent fréquemment dans des situations de dépendance ; elles ont souvent peur d'en parler, autrement dit de déposer plainte, lorsqu'elles ne disposent pas d'un permis de séjour légal ou que leur procédure d'asile est toujours en cours ; elles bénéficient d'un accès plus limité aux soins de santé, etc. (10-12). Sur la base d'un échantillon représentatif et randomisé, nous voulons aujourd'hui, dans le cadre du projet UN-MENAMAIS, à nouveau étudier et vérifier dans quelle mesure le stress des minorités joue un rôle à leur niveau.

Comment la police, la justice et les prestataires de soins traitent-ils les victimes et les auteurs ?

Dans cette partie de l'étude de la littérature, nous étudions d'abord la législation en vigueur par rapport à la violence sexuelle. La législation belge prévoit par exemple dans la définition du viol qu'il s'agit d'actes sexuels à l'encontre d'une personne qui n'était pas consentante. Bien que les différentes formes de pénétration ne se limitent pas exclusivement à la pé-

nétration avec le pénis ou les doigts dans le vagin, l'anus ou la bouche, différentes formes de viol sont par exemple possibles selon la définition de l'Organisation mondiale de la Santé et pas encore selon la législation pénale belge. Il subsiste par ailleurs quelques incohérences dans la législation en ce qui concerne l'âge auquel on peut consentir à des relations sexuelles. Pour que ces limitations n'influent pas sur notre étude, nous utilisons une définition large de la violence sexuelle et nous posons des questions comportementales neutres au niveau du genre à la population belge âgée d'au moins 16 ans.

Il se passe beaucoup de choses aux niveaux de l'accueil et des soins aux victimes de violence sexuelle. Jusqu'à il y a peu, il existait pour l'ensemble de la Belgique une pratique standard visant à prélever un 'set d'agression sexuelle' (SAS) lorsqu'une victime déposait plainte et pouvait subir un examen médico-légal afin de recueillir l'ADN de l'auteur. Si les victimes souhaitaient des soins, elles devaient généralement chercher une aide médicale et psychosociale par elles-mêmes et en assumer les frais (3). Depuis novembre 2017, à l'initiative de la Secrétaire d'Etat à l'Egalité des chances Zuhair Demir, une pratique plus holistique et axée sur la personne est testée en Belgique via les centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS), où les victimes et les figures de soutien peuvent s'adresser pour bénéficier de soins holistiques gratuits. Les soins holistiques comprennent une aide psychologique, des soins médicaux et un examen médico-légal pour les victimes de violence sexuelle grave, et ce indépendamment du fait que la victime veuille déposer plainte ou non (13). Si elle souhaite déposer plainte, c'est possible auprès d'un inspecteur des mœurs formé à cet effet dans le CPVS proprement dit. Les victimes ont aussi la possibilité de ne déposer plainte que plus tard, tandis que les traces recueillies

suite à l'examen médico-légal sont soigneusement conservées. Un CPVS implique par définition une collaboration multidisciplinaire entre un hôpital, un centre de référence sida, la police, la justice et d'autres instances de soins et de soutien (cf. www.violencessexuelles.be pour plus d'informations sur les CPVS). Dans le cadre de l'étude UN-MENAMAIS, nous étudierons le développement historique, social et technique du SAS et nous en évaluerons l'impact sur d'éventuelles autres pratiques, comme les CPVS. Nous étudierons aussi le fonctionnement judiciaire en ce qui concerne les actes de violence sexuelle et les motivations relatives aux jugements dans les affaires de VS.

La suite de l'étude

Cette revue de littérature représente avant tout une base pour le développement des questionnaires de l'enquête. Durant le premier semestre 2019, nous sélectionnerons à partir du Registre national un échantillon représentatif de citoyens qui vivent en Belgique et nous les inviterons à participer à l'enquête. Dès la fin 2019, nous entamerons une enquête qualitative plus approfondie sur les victimes et leur entourage, dans certains cas de manière intergénérationnelle. Parallèlement, l'enquête sur le SAS et le volet judiciaire se poursuivra. Les résultats des études partielles qualitatives et quantitatives seront comparés afin de finalement formuler des recommandations pratiques et politiques concrètes lors d'un séminaire participatif à grande échelle début 2021.

Les auteurs

Ines Keygnaert, PhD, Professeur, International Centre for Reproductive Health, Département Santé Publique et Soins Primaires, Université de Gand, Gand

Christophe Vandeviver, PhD, Institute for International Research on Criminal Policy, Département Criminologie, Strafrecht en Sociaal Recht, Université de Gand - chercheur post-doc auprès du FWO, Bruxelles

Laurent Nisen, MSc, CARE ESPRIst, Panel Démographie Familiale, Université de Liège

Lotte De Schrijver, MSc, International Centre for Reproductive Health, Département Santé Publique et Soins Primaires, Université de Gand, Gand

Joke Depraetere, MSc, Institute for International Research on Criminal Policy, Département Criminologie, Strafrecht en Sociaal Recht, Université de Gand - Aspirant auprès du FWO, Bruxelles

Anne Nobels, MD, International Centre for Reproductive Health, Département Santé Publique et Soins Primaires, Université de Gand, Gand

Adina Cismaru Inescu, MSc, CARE ESPRIst, Panel Démographie Familiale, Université de Liège

Anne Lemonne, PhD, Institut National de Criminologie et de Criminologie, Bruxelles

Bertrand Renard, PhD, Institut National de Criminologie et de Criminologie, Bruxelles

Tom Vander Beken, PhD, Professeur, Institute for International Research on Criminal Policy, Department of Criminology, Criminal Law and Social Law, Université de Gand, Gand

Plus

Fiche technique du projet : http://www.belspo.be/belspo/brain-be/projects/UN-MENAMAIS_fr.pdf

Références

1. WHO. Strengthening the medico-legal response to sexual violence. Geneva: WHO; 2015.
2. Keygnaert I. Sexual Violence and Sexual Health in Refugees, Asylum Seekers and Undocumented Migrants in Europe and the European Neighbourhood: Determinants and Desirable Prevention. Ghent: ICRH-Ghent University; 2014 6/2/2014.
3. Keygnaert I, Vander Gucht B; De Schrijver, L; Van Braeckel, D; Roelens, K. Holistische zorgvoorslachten van seksueel geweld. Dans : Gijs LA, L; Dewitte, M; Enzlin, P; Georgiadis, J; Kreukels, B; Meuleman, E., editor. Leerboek Seksuologie. 3. Houten: Bohn Stafleu van Loghum; 2018. p. 407-27.
4. CIUSS West-Central Montreal, Elder Mistreatment Helpline (LAAA); Research Chair on Mistreatment of Older Adults; Ministère de la Famille Saa, Gouvernement du Québec. Leading Practice to Counter the Mistreatment of Older Adults. 2017.
5. Krahe B, Berger A, Vanwesenbeeck I, Bianchi G, Chliaoutakis J, Fernandez-Fuertes AA, et al. Prevalence and correlates of young people's sexual aggression perpetration and victimisation in 10 European countries: a multi-level analysis. *Cult Health Sex.* 2015; 17(6): 682-99.
6. Depraetere J, Vandeviver C, Vanderbeken T, Keygnaert I. Nood aan een Kritisch Interpretatieve Synthese: genderverschillen in prevalentiecijfers van seksueel geweld gekaderd. *Panopticon.* 2018;5.
7. Nobels A, Vandeviver C, Beaulieu M., Lemmens G., Keygnaert I. Are older women forgotten in the fight against sexual violence? *The Lancet Global Health.* 2018;6:e307.
8. D'Haese L, Dewaele A, Van Houtte M. Coping With Antigay Violence: In-Depth Interviews With Flemish LGB Adults. *Journal of Sex Research.* 2015;52(8):912-23.
9. Meyer IH. Prejudice, social stress, and mental health in lesbian, gay, and bisexual populations: conceptual issues and research evidence. *Psychological Bulletin.* 2003;129(5).
10. Keygnaert I, Vettenburg N, Temmerman M. Hidden violence is silent rape: sexual and gender-based violence in refugees, asylum seekers and undocumented migrants in Belgium and the Netherlands. *Cult Health Sex.* 2012;14(5):505-20.
11. Keygnaert I, Dias SF, Degomme O, Deville W, Kennedy P, Kovats A, et al. Sexual and gender-based violence in the European asylum and reception sector: a perpetuum mobile? *Eur J Public Health.* 2014.
12. Keygnaert I, Guieu A, Ooms G, Vettenburg N, Temmerman M, Roelens K. Sexual and reproductive health of migrants: does the EU care? *Health Policy.* 2014;114(2-3):215-25.
13. Keygnaert IVM, I. Zorg voor slachtoffers van seksueel geweld: Gids voor steunfiguren. Gent: ICRH-Universiteit Gent; 2018.

Vers un archivage fédéral du web

La recherche d'une stratégie pour un archivage fédéral du web

Friedel Geeraert

Le web est devenu quasi incontournable dans notre vie quotidienne. Ce nouveau média contient en conséquence de plus en plus de traces de notre histoire. La Bibliothèque royale de Belgique et les Archives de l'Etat analysent ensemble une stratégie commune en vue de sauvegarder le contenu du web.

Un paradoxe

Bien que le web soit très précieux d'un point de vue patrimonial, compte tenu notamment de la grande diversité de personnes et d'organisations qui publient du contenu en ligne, peu d'attention est portée sur la préservation de son contenu. Le web est en perpétuelle évolution : des informations y sont ajoutées, modifiées ou supprimées. La durée de vie relativement courte des informations sur le web a pour corollaire qu'une partie du patrimoine belge en ligne disparaît quotidiennement.

À l'étranger, de nombreux services nationaux d'archives et de bibliothèques s'occupent depuis plusieurs années de l'archivage de certaines parties de leur web national, et ces archives deviennent de plus en plus des sujets d'étude pour les chercheurs. En Belgique, il y a certes quelques initiatives de petite envergure pour archiver le web, comme par exemple au Felixarchief à Anvers ou à la bibliothèque universitaire de Gand, mais il n'existe pas encore de stratégie nationale ou fédérale. Afin de combler cela, la Bibliothèque royale (KBR) et les Archives de l'État (AGR) ont uni leurs forces pour lancer un projet de recherche sur l'archivage fédéral du web belge.

Le projet de recherche

Lancé le 1^{er} juin 2017, le projet de recherche PROMISE (PReserving Online Multiple Information: towards a Belgian StratEgy) vise à élaborer une stratégie fédérale pour la conservation du web belge. Ce projet est très innovant dans le sens où il réunit deux établissements scientifiques fédéraux en vue de l'élaboration de collections d'archives belges du web, créant ainsi une situation 'gagnant-gagnant' vu que les AGR et KBR peuvent mutualiser leurs expertises et leurs infrastructures. Pendant les deux années que durera le projet, les objectifs suivants seront visés :

1. Identification de bonnes pratiques ayant trait à l'archivage du web
2. Élaboration d'une politique belge pour l'archivage du web
3. Lancement d'un projet pilote pour l'archivage du web belge
4. Recommandations pour une implémentation d'un service d'archivage durable du web

Comment archive-t-on le web ?

Parmi les différentes façons pour archiver le web, les méthodes les plus utilisées sont le *crawling* (indexation) ou le *harvesting* (extraction) de sites internet via des *crawler robots*. Sur base d'une liste d'adresses de sites web (URL), le robot effectue des demandes à un serveur web, puis enregistre le contenu communiqué par le serveur, ensuite dresse une liste de tous les hyperliens contenus par la page en question et enfin les ajoute à la liste des URL de sorte qu'il puisse enregistrer toutes les pages d'un site internet. Toutefois, l'enregistrement via *crawling* du contenu dynamique de bases de données ou de médias sociaux par exemple constitue un défi majeur. En revanche, le *crawling* a l'avantage de pouvoir enregistrer de grands nombres de sites web. Une autre approche s'impose cependant pour les médias sociaux, à savoir l'extraction (*harvesting*) via des interfaces spécifiques ou API (Application Programming Interface) permettant d'extraire des données d'un système pour les mettre à disposition via un autre système. L'API de Twitter par exemple permet d'exporter toutes les activités Twitter d'un profil donné.

L'archivage web à l'étranger

Il existe à l'étranger de nombreuses initiatives d'archivage du web, dont certaines ont déjà été lancées à la fin des années 1990. Pour pouvoir tirer un enseignement de ces expériences, la littérature en la matière a été étudiée en profondeur. Ensuite, quelques initiatives d'archivage national du web à l'étranger ont été sélectionnées pour les analyser plus en détail. Les pays concernés sont le Royaume-Uni, la France, les Pays-Bas, l'Irlande, le Danemark, le Portugal, le Canada, le Luxembourg et la Suisse. Des représentants des établissements en question ont été interviewés et il a été procédé à une analyse détaillée du cadre légal au sein duquel l'archivage web est effectué ainsi que de la façon dont ces établissements sélectionnent, enregistrent et mettent à la disposition du public les sites à archiver.

Résultats de la recherche

À ce stade de la recherche, les résultats ont fait apparaître que dans ces pays l'archivage du web est effectué plutôt par la Bibliothèque nationale au lieu des Archives nationales, tandis que dans certains pays, les deux établissements constituent leurs propres archives du web.

Une grande variation peut être notée en ce qui concerne la politique de sélection. Au sein des bibliothèques nationales, deux grandes tendances peuvent être distinguées, à savoir

le crawling large et le crawling sélectif. L'approche large vise tout le web national et enregistre annuellement les niveaux supérieurs (c'est-à-dire la page d'accueil et les deux niveaux suivants par ex.). Pour ce faire, de nombreuses bibliothèques nationales collaborent avec les organismes responsables de la gestion des noms de domaine nationaux.

Les crawls sélectifs, quant à eux, constituent des collections collectées sur des thèmes spécifiques (Brexit, Harry Potter, ...), des événements (élections, festivals, ...) ou des situations inattendues (calamités naturelles, attentats, ...). Les sites web traités via un crawl sélectif sont archivés plus fréquemment et de façon plus poussée que ceux qui sont enregistrés via un crawl plus large. Certaines bibliothèques nationales se limitent à un crawling sélectif, tandis que d'autres combinent les deux méthodes. Les archives nationales, quant à elles, s'occupent essentiellement de la collection de sites des pouvoirs publics.

Une grande variation se présente également en ce qui concerne le traitement des médias sociaux : ces médias ne sont pas archivés par tous les établissements analysés, notamment parce que leur contenu est difficile à enregistrer. L'approche varie d'un réseau social à un autre, mais les plus populaires à être archivés sont Twitter, Facebook et YouTube.

La plupart des projets que nous avons analysés gardent un contrôle technique complet du processus d'archivage, mais il existe aussi des organisations qui confient la gestion entière à un prestataire de service externe. Le format de fichier le plus fréquemment utilisé pour des sites web archivés est le WARC (ISO 28500). Les fichiers WARC peuvent être mis à la disposition du public via un logiciel de 'retransmission' faisant fonction de serveur web et affichant le contenu dans un navigateur internet.

Les modalités d'accès sont également très diverses : certaines archives du web ne sont pas du tout accessibles ou réservées aux chercheurs tandis que d'autres sont librement consultables en ligne. Le principal élément limitant l'accès est le droit d'auteur sur le contenu intellectuel. Généralement, les collections d'archives du web conservées par les bibliothèques nationales peuvent uniquement être consultées intra-muros au départ d'ordinateurs spécifiques où certaines fonctionnalités comme l'impression, la copie ou la capture d'écrans sont désactivées. D'autres bibliothèques nationales permettent un libre accès en ligne à une partie de leurs collections, à savoir aux sites web pour lesquels les titulaires du droit d'auteur ont permis de les mettre à disposition, ce qui implique toutefois une lourde administration pour en arriver là. Ce serait donc une erreur de croire que les sites web archivés seraient tout aussi accessibles que leurs contreparties actives. Généralement, les archives web conservées par les services nationaux d'archives sont (en partie) librement accessibles en ligne, étant donné que la majeure partie du contenu archivé provient de sites internet ou de médias sociaux d'organismes publics, et donc tombant sous le coup de la loi sur les archives.

À noter également que la recherche dans des archives web



Les initiatives étrangères d'archivage du web qui ont été sélectionnées.

n'est pas aussi aisée que sur le web 'en direct'. Toutes les archives web ne disposent pas d'une option de recherche en texte intégral (*full text*) : il faut alors chercher via une URL spécifique, ce qui veut dire que l'utilisateur doit connaître au préalable cette adresse URL ou une partie de son contenu pour pouvoir mener une recherche.

Le cadre légal

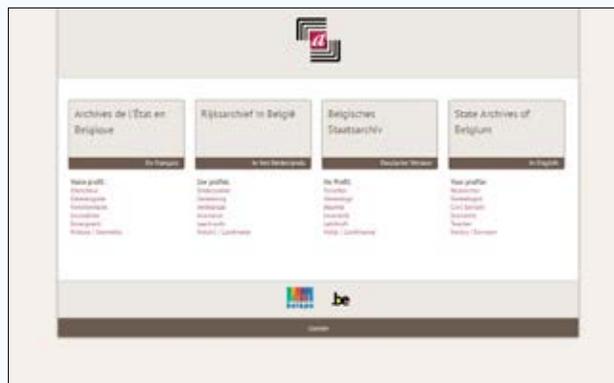
En Belgique, l'archivage du web fait partie des missions légales des AGR et de KBR. Les missions de KBR ont été fixées dans l'arrêté royal du 19 juin 1837 portant constitution en établissement scientifique de la Bibliothèque royale de Belgique (modifié le 25 décembre 2016). Une des missions de KBR est la rédaction d'inventaires des sites web ayant un rapport avec ses missions. Le projet examine aussi quelles recommandations pourraient être émises pour intégrer dans la législation sur le dépôt légal également l'archivage du web via extraction (harvesting).

Le cadre légal de l'archivage d'institutions publiques est régi par la loi sur les archives du 24 juin 1955, modifiée par la



Évolution de la page d'accueil de la Bibliothèque royale (au-dessus en 1998, au-dessous en 2018)

Évolution de la page d'accueil des Archives de l'État (au-dessus en 1998, au-dessous en 2018)



loi du 6 mai 2009. Les missions des AGR sont quant à elles fixées dans un arrêté royal du 3 décembre 2009 et dans d'autres arrêtés royaux de 2010 notamment ceux sur la surveillance archivistique et le transfert des archives. Les AGR sont notamment en charge de la surveillance des archives des pouvoirs publics, indépendamment de leur support, et elles acquièrent, conservent et, le cas échéant, éliminent des archives publiques. Il importe donc de bien définir ce que sont les archives. L'arrêté royal du 18 août 2010 portant exécution de la loi sur les archives du 24 juin 1955 définit les archives comme 'tous les documents qui, quels que soient

leur date, leur forme matérielle, leur stade d'élaboration ou leur support, sont destinés, par leur nature, à être conservés par une autorité publique ou par une personne privée, une société ou une association de droit privé, dans la mesure où ces documents ont été reçus ou produits dans l'exercice de leurs activités, de leurs fonctions ou pour maintenir leurs droits et obligations.' Les sites web et les médias sociaux peuvent donc être considérés comme étant des archives.

Vers une stratégie belge

Pendant la deuxième phase du projet, les conclusions qui seront tirées du premier stade seront mises en pratique dans le contexte belge. Au niveau opérationnel, une stratégie commune des AGR et de KBR est pour l'instant mise sur pied. Elle comprend notamment l'élaboration d'une politique de sélection et d'enregistrement d'informations en ligne, un contrôle de qualité, le traitement de métadonnées et de documentation, le stockage, la préservation et l'accès. Un des défis majeurs du projet a trait à la complexité des sites internet. Ceux-ci peuvent être construits avec du texte, du matériel audiovisuel, du contenu dynamique, etc. ce qui complique l'enregistrement de ces éléments. Un autre défi consiste à définir ce qu'est le 'web belge'. En effet, sur la 'Toile', il n'y a pas de circonscriptions territoriales bien définies et en se limitant aux noms de domaine nationaux, la totalité des sites web gérés par des Belges ne serait pas prise en compte.

L'avenir

Fin 2018-début 2019, les deux établissements entreront dans la phase du projet pilote, afin de dresser des listes d'URL qui seront soumises à un crawling. L'accès à ces archives pilotes du web sera testé et évalué. Dans une dernière phase, basée sur les résultats de l'analyse de ce projet pilote, des recommandations seront formulées pour implémenter un service d'archivage durable du web au niveau fédéral belge.

Références

- Brügger, N. & Schroeder, R. (Eds.). (2017). *The web as history: Using web archives to understand the past and present*. London: UCL Press.
- Milligan, I. (2016). Lost in the infinite archive: the promise and pitfalls of web archives. *International Journal of Humanities and Arts Computing*, 10(1), 78-94. doi: 10.3366/ijhac.2016.0161.
- Vlassenroot, E., Chambers, S., Di Pretoro, E., et al. (2018). Web archives as a data resource for digital scholars. *International Journal of Digital Humanities*, 1(1). (forthcoming)

L'auteure

Friedel Geeraert est chercheuse auprès de la Bibliothèque royale de Belgique et des Archives de l'État. Elle travaille sur le projet PROMISE relatif à l'archivage du web en Belgique.

Le projet PROMISE

Lancé le 1 juin 2017 et financé par Belspo dans le cadre du programme Brain.be, le projet de recherche PROMISE (PReserving Online Multiple Information: towards a Belgian StratEgy) vise à élaborer une stratégie fédérale pour la conservation du web belge. À cet effet, KBR (promotrices : Sophie Vandepontseele et Nadège Isbergue) et les AGR (promoteurs : Rolande Depoortere et Sébastien Soye) collaborent avec les universités de Gand (Research Group for Media, Innovation and Communication Technologies ; Ghent Centre for Digital Humanities) et Namur (Centre de Recherche Droit Sociétés) et avec la Haute École Bruxelles-Brabant (Unité de Recherche et de Formation en Sciences de l'Information et de la Documentation).

Pour de plus amples informations sur le projet : www.kbr.be/nl/project-promise et www.arch.be



CC Fernando Coelho
Street Photography 2.0

'TRAVAILLEURS PAUVRES ET CHANGEMENTS DANS L'EMPLOI, LES REVENUS ET LA COMPOSITION DE FAMILLE'

Rapport de la conférence de clôture du projet IPSWICH

Karolien Lenaerts et
Sem Vandekerckhove

Le 27 septembre 2018 s'est tenue la conférence de clôture du projet de deux ans dénommé IPSWICH⁽¹⁾, qui répondait à l'appel lancé en 2015 par BRAIN-be, le programme de recherche de BELSPO, afin de soutenir scientifiquement les stratégies des autorités fédérales relatives aux défis sociaux spécifiques tels que ceux des travailleurs pauvres. Le projet a réuni des chercheurs de la KU Leuven (HIVA, CES), de l'Universiteit Antwerpen (CSB), et de l'ULB (SBS-EM). La conférence de clôture avait pour objet de présenter les résultats du projet au grand public et de débattre avec les décideurs politiques.

Introduction

Le projet IPSWICH repose sur le constat que, bien que le taux de pauvreté se situe, en Belgique, dans la moyenne européenne, le nombre de travailleurs pauvres demeure relativement faible et est, en outre, demeuré stable au cours des dix dernières années. Le projet IPSWICH étudie les facteurs pouvant expliquer ce constat et la manière dont la pauvreté peut être évitée à l'avenir parmi les travailleurs. Il se focalise plus particulièrement sur les facteurs institutionnels et sur les dynamiques économiques et domestiques. En dépit d'un

faible risque de pauvreté parmi les travailleurs en Belgique, notre marché du travail est confronté à plusieurs tendances, dont la digitalisation, la polarisation de l'emploi et la migration, pouvant engendrer une augmentation du nombre de travailleurs pauvres, comme cela a déjà été constaté dans les pays limitrophes, et plus particulièrement en Allemagne.

Le modèle à la base de cette recherche définit le trilemme entre un taux de pauvreté supérieur, des dépenses publiques plus élevées et une plus grande flexibilité/un chômage plus élevé sur le marché du travail. Dès lors, les décideurs politiques belges doivent choisir, par exemple, entre confier la politique de la pauvreté aux autorités ou aux partenaires sociaux, l'interprétation de la politique sociale, le rôle de la concertation collective et les salaires minimums, et la mesure dans laquelle une flexibilité est autorisée sur le marché du travail. IPSWICH se focalise plus spécifiquement sur trois aspects : 1) l'impact du travail atypique sur la pauvreté, 2) la polarisation de l'emploi et la formation institutionnelle des salaires et 3) la discrimination salariale parmi les groupes défavorisés.

Le choix pour un type d'État-providence est un choix politique : ainsi, la Belgique respecte traditionnellement la concertation sociale afin de distribuer les revenus du travail (la répartition collective des marchés ou la pré-distribution des revenus). Dès lors, le marché du travail belge est équitable à l'égard de ceux qui travaillent. Cela soulève immédiatement la question relative à l'intégration des pauvres accédant plus difficilement au marché du travail. L'adaptation des principaux leviers dans le modèle (niveaux des salaires, mesures de mise à l'emploi et taux d'imposition marginaux, flexibilisation) semble toutefois d'abord servir les intérêts des travailleurs encore en contact avec le marché du travail (par ex., les chômeurs de courte durée) ou présentant un faible risque de pauvreté (par ex., les familles comptant d'autres travailleurs). Une approche complémentaire ciblée doit donc être développée pour les travailleurs pauvres 'résiduels' et pour les chômeurs pauvres, qui n'élimine pas les atouts du système bénéficiant aux travailleurs actuellement protégés.

Résultats de l'étude

Lors de la conférence, l'équipe de recherche a présenté les résultats de l'étude. Jeroen Horemans (CSB) a notamment soutenu que le concept de 'travailleurs pauvres' doit être un oxymore, car les notions d'emploi et de pauvreté semblent incompatibles. Deux axes de recherche se rejoignent dans ce cadre : la recherche sur la pauvreté, s'articulant autour de la situation familiale et de la mesure dans laquelle une personne parvient à joindre les deux bouts dans son environnement, et la recherche sur le travail se focalisant sur l'individu. La recherche démontre que les initiatives contre la pauvreté assurent une protection. Toutefois, le risque de pauvreté est plus élevé parmi certains groupes à risque tels que les travailleurs non standards (tels que les travailleurs à temps partiel, les indépendants). Pour ces groupes, il apparaît que le niveau salarial n'explique pas suffisamment la raison pour laquelle un travailleur peut être pauvre. Par exemple, le contexte familial peut constituer un facteur important pouvant pousser les individus juste au-dessus ou en-dessous du seuil de pauvreté.

Diego Collado (CSB) a ensuite abordé les incitations à l'emploi. La recherche porte sur le choix entre la conservation d'une allocation (par ex., le chômage) ou l'obtention d'un salaire, réduit des impositions (en cas de travail). Les décideurs politiques sont confrontés au choix suivant : soit réduire les avantages du chômage, soit augmenter ceux du travail (par ex., le bonus à l'emploi, des cotisations sociales inférieures), afin d'inciter un plus grand nombre à travailler. Les impacts des divers choix politiques posés en Belgique ont été étudiés à l'aide de microsimulations avec EUROMOD (Tax-benefit microsimulation model for the European Union). Bien que l'adaptation des allocations de chômage ait un effet positif sur le taux d'emploi des chômeurs, les chômeurs de longue durée et plus âgés - à savoir des groupes présentant un risque plus élevé de pauvreté - semblent moins réactifs à ces mesures.

Henk Van Hootegem, directeur du Service de Lutte contre la pauvreté, a quant à lui présenté une première allocution émanant des institutions politiques. Bien que le taux de pauvreté parmi les travailleurs soit effectivement faible en Belgique, leur nombre s'élève encore à 200.000 personnes, pour lesquelles une approche spécifique doit être développée. Il a souligné que les chômeurs de longue durée, par exemple, ne sont pas en position de faire les choix rationnels prônant le modèle théorique. De plus, il convient de veiller à la qualité des emplois pour les chômeurs de longue durée et les personnes peu qualifiées. Il a également insisté sur le fait qu'une attention plus soutenue doit être portée à des concepts tels que la mobilité et les crèches. À l'avenir, la recherche peut enfin se concentrer sur les trajets dans le cadre desquels les personnes peuvent alterner entre chômage, emplois de courte durée, soutien du CPAS, etc.

Dans le cadre de la problématique des travailleurs pauvres, il convient fondamentalement de répondre à la question de savoir si les niveaux salariaux sont appropriés en Belgique. En la matière, Sem Vandekerckhove (HIVA-KU Leuven) a mis l'accent sur le salaire minimal et les planchers salariaux sectoriels négociés dans le cadre de la concertation sociale. En Belgique, seuls quelques secteurs affichent un taux élevé de travail à bas salaire, à savoir, moins de deux tiers du salaire moyen, (par exemple, le secteur de la distribution et le secteur social) et nous ne constatons aucune tendance générale à la hausse au cours des 20 dernières années. Cela résulte d'un double effet de compression sur la distribution des salaires : une augmentation du salaire minimal s'accompagne plutôt d'une majoration des salaires les plus bas et d'une compensation pour les salaires les plus élevés, que d'un effet négatif sur l'emploi. En raison des glissements dans la structure économique, nous constatons que, avec les minima actuels, la part des bas salaires augmentera de 1% à l'horizon 2035. Une augmentation de 10% du salaire minimal peut réduire de 1% la part des bas salaires dans l'économie.

Stephan Kampelmann (ULB) a consacré le dernier volet de la présentation des résultats de la recherche à la problématique de la discrimination. Les personnes d'origine étrangère sont confrontées à des formes de discrimination sur le marché du travail belge, notamment lors du recrutement, et à une ségrégation dans les entreprises et les secteurs à plus bas salaires. La recherche a toutefois mis une nouvelle perspective en exergue : un degré supérieur de diversité au niveau de l'entreprise engendre-t-il de plus bas salaires par rapport à la productivité ? Dès lors, une mesure de la diversité a été déterminée, qui tient compte du fossé culturel entre les travailleurs sur la base du Human Development Index du pays d'origine. Bien qu'un impact négatif significatif soit constaté sur les salaires, cet impact se matérialise dans des entreprises les plus diverses ou après une hausse très importante de la diversité. La présence de syndicats dans l'entreprise, notamment, atténue cet effet négatif sur les salaires.



Débat lors de la conférence de clôture du projet IPSWICH. De gauche à droite: Georges Gilkinet (Ecolo), Hannelore Goeman (sp.a.) et Lieven Van Wichelen (N-VA).

A cette même question, Louise Callier, employée à UNIA, a répondu que la problématique de la discrimination sur le marché du travail subsiste étant donné que différentes formes de discrimination (dans l'enseignement, sur le marché du travail, sur le marché de l'immobilier, etc.) ont un effet cumulatif. Elle a également cité plusieurs problèmes auxquels les groupes à risque sont confrontés : la discrimination des femmes via des salaires généralement plus bas, les effets de diverses formes de discrimination (par ex., la situation familiale), la discrimination des non diplômés, et l'impact sur la première et la deuxième génération de migrants.

Interventions de Keynotes speakers

Dans le cadre du projet IPSWICH, les mécanismes permettant de conserver la *part des travailleurs pauvres* à un faible niveau en Belgique, ont été associés. Toutefois, certains groupes sont, aujourd'hui encore, confrontés à un risque de pauvreté et nécessitent une approche complémentaire. Des orateurs ont donc été invités à la conférence et ont pu fournir des explications en la matière.

Dans le cadre de la première allocution, *'Werk als hefboom voor inclusie: paradigma-verschuiving'* (Le travail comme levier de l'inclusion : glissement du paradigme), le professeur Ides Nicaise (HIVA-KU Leuven) a présenté le projet H2020 RE-InVest⁽²⁾. L'hypothèse de départ de ce projet repose sur trois paradigmes contradictoires relatifs au travail et à la pauvreté : 1) le principe du 'tout travail mérite salaire' en instaurant un

écart suffisant entre le montant des allocations et le salaire, avec un plaidoyer pour la limitation de la protection sociale ; 2) la théorie de la 'sous-classe' : toute personne dépendant du système social est de plus en plus personnellement responsabilisée et doit satisfaire à des obligations en échange de l'assistance sociale ; 3) le principe des 'investissements sociaux' : la nécessité d'une protection sociale est liée à la vulnérabilité inhérente de certains groupes. Les investissements dans la santé, la mobilité, le logement, etc., permettent aux personnes de se sortir seules de la pauvreté. La recherche démontre qu'une politique active sur le marché du travail, respectant le premier et le deuxième paradigme, génère un impact plus important que prévu sur le taux d'activité, alors que la redistribution, la participation et l'implication engendrent des effets plus favorables parmi les groupes les plus vulnérables.

La deuxième allocution a été prononcée par Sophia Hoornaert et Melek Sahin de Groep Intro, un organisme actif en Flandre et à Bruxelles et qui accompagne les personnes éprouvant le plus de difficultés à revenir sur le marché du travail (par ex., les familles combinant plusieurs problématiques), et ce, en étroite collaboration avec le VDAB, les CPAS et les ONG partenaires. Dans ce cadre, le bien-être des individus concernés fait d'abord l'objet de toutes les attentions avant de pouvoir se focaliser sur l'emploi. L'attention se porte dès lors sur les capacités de l'individu, sur les conditions marginales telles que la mobilité, le logement, la santé, les attitudes, la communication, l'orientation, l'autonomie et la construction d'un

réseau social. Grâce à l'approche intensive et aux sessions de groupe, une grande partie du groupe cible réussit à se préparer au marché du travail.

Débat

En clôture, les représentants de quatre partis politiques de la majorité et de l'opposition ont débattu sur les travailleurs pauvres et le rôle des décideurs politiques dans la résolution de cette problématique : Georges Gilkinet pour Écolo, Georges-Louis Bouchez pour le MR, Lieven Van Wichelen pour la N-VA et Hannelore Goeman pour le Sp.a.

Tous s'entendaient pour affirmer que les résultats de la Belgique en matière de *part de travailleurs pauvres* étaient plutôt bons. Ces bons résultats ont été associés au rôle substantiel de la concertation sociale, d'une part, et ont été mis en relation avec les performances plus décevantes en matière de pauvreté en général, d'autre part. Le problème plus large de la pauvreté résulte soit des revenus de substitution trop faibles sous le seuil de pauvreté, soit de la mobilité insuffisante entre le chômage et l'emploi en raison d'un manque de flexibilité. Dans ce cadre, la crainte a été exprimée que la pauvreté parmi les chômeurs se renforce encore en raison de la plus importante dégressivité des allocations de chômage et il a également été souligné que, en cas de majoration des allocations, il convient de garder à l'esprit que la transition au monde du travail doit demeurer attractive.

Ensuite, les participants ont été invités à répondre à la question de savoir si la *structure de la concertation sociale et la politique sociale en Belgique* entravaient la résolution de la problématique actuelle ou représentaient un atout pour le futur. Le panel a souligné que le dialogue social doit évoluer, mais qu'une plus grande attention doit essentiellement être portée au financement de la sécurité sociale. Le travail doit être moins imposé et il doit être fait appel à d'autres sources de financement. Un membre du groupe a déclaré que le tax shift a effectivement généré de l'emploi, mais que cette mesure est très onéreuse, et que d'autres options doivent être envisagées, telles que les emplois subventionnés pour les personnes peu qualifiées. Les partis de la majorité ont répondu que le tax shift a créé des opportunités pour ceux qui étaient exclus par le passé, telles les personnes peu qualifiées.

Le concept des *emplois subventionnés et des mesures ciblées* a été approfondi quand le modérateur a cité l'exemple des chèques services comme étant un secteur contrôlé (et subventionné) à bas salaires, dans lequel un travail décent est fourni à faibles coûts et avec flexibilité. Tous les participants au débat ont souligné que les chèques services sont un parfait exemple de la manière dont une réduction des charges peut générer des emplois de qualité, tout en nuanciant leurs propos par le fait qu'il convient de veiller constamment à cette qualité. Un des orateurs a martelé que la flexibilisation s'accompagne d'une protection sociale ('flexicurity') et ne peut être synonyme de dérégulation. Un autre participant a rebondi sur cette opinion pour énoncer les défis que les nouvelles formes de travail (par exemple, l'économie de plate-forme et l'e-commerce) engendrent : les autorités sont tenues de protéger les nouveaux emplois de la même manière que les emplois tra-

ditionnels. Parmi le public, il a été souligné que la protection ne se limite pas aux conditions de travail et que les aspects relatifs à la santé jouent également un rôle. S'ils ne sont pas garantis, cela induit une charge pour la sécurité sociale.

Le débat a ensuite porté sur la question de *savoir si la politique actuelle n'est pas trop décentralisée et fragmentée* ? Un des participants a déclaré que les politiques menées dans les différentes régions en Belgique étaient trop peu harmonisées et que davantage de coordination est nécessaire afin de garantir que les mesures prises soient également efficaces. En réplique, il a été fait référence au travail du Groep Intro, impliquant que la politique de lutte contre la pauvreté soit menée au plus près des personnes. Dans ce cadre, les communes et les CPAS jouent un rôle fondamental. Ils sont équipés pour traiter la problématique spécifique des (travailleurs) pauvres. D'autres estimaient toutefois que cela ne correspond pas à la politique des autorités, étant donné que le fonctionnement des CPAS n'est pas suffisamment financé et que la charge de travail de ces derniers est trop élevée.

Le débat a clairement établi que le cadre théorique du projet IPSWICH permet de comprendre les approches politiques contradictoires de la problématique de la pauvreté, qui, en Belgique, est toujours liée au marché du travail et à la création d'emplois. Le choix entre la qualité et la quantité des emplois afin de sortir de la pauvreté, est un élément fondamental en la matière. En termes scientifiques, nous constatons qu'il s'agit d'une question tant normative qu'empirique : les différents types d'États-providence peuvent enregistrer des chiffres identiques en termes de pauvreté. Une plus grande flexibilisation du marché du travail impliquerait une plus grande responsabilité des autorités en termes de protection sociale et, inversement, l'actuel marché du travail institutionnalisé exige des solutions flexibles des autorités pour l'intégration du marché du travail. De plus, l'approche actuelle de la problématique relative aux travailleurs pauvres diffère de celle afférente à la prévention d'un plus grand nombre de travailleurs pauvres à l'avenir. Les outils permettant de conserver la part des travailleurs pauvres à un faible niveau doivent effectivement être complétés par un travail sur mesure, mais doivent également être consolidés afin d'éviter de créer un risque de pauvreté supplémentaire.

Pour en savoir plus

www.workingpoor.be

www.belspo.be/brain-be

Notes

- 1) In-work Poverty and Shifts in Work, Incomes, and the Composition of Households
- (2) Rebuilding an inclusive, value-based Europe of solidarity and trust through social investments



LA PLATEFORME DE CONNAISSANCES TEMAS

Une clé pour accéder aux archives des Temps modernes

Valérie Vrancken

Livres de résolutions, matricules, contrats de ferme, livres de confraternités : voici quelques termes techniques utilisés par les archivistes pour décrire des documents du Moyen Âge et des Temps modernes. Aujourd'hui, de nombreux utilisateurs d'archives éprouvent des difficultés pour interpréter de telles notions. La plateforme de connaissances TEMAS vise à les aider dans la compréhension du jargon archivistique.

Pour ouvrir à la recherche le contenu des archives, les archivistes dressent des inventaires dans lesquels ils représentent les unités archivistiques de façon structurée. Ainsi, parmi les descriptions archivistiques d'un inventaire pourraient figurer, par exemple, le 'compte de l'église de Sijsele, 1658-1664' ou les 'œuvres de loi de l'échevinage, 1577-1795'. Les descriptions des unités archivistiques se concentrent sur l'identification de types de documents (ex : 'compte') pour permettre aux chercheurs de se faire une idée de l'information contenue dans la source concernée. En effet,

l'identification exacte de la typologie des documents est le seul moyen pour pouvoir assurer une accessibilité de base des documents d'archives.

Cependant, les centres d'archives constatent que de nombreux visiteurs éprouvent des difficultés avec les descriptions archivistiques, notamment en raison de la transposition du jargon technique de la description vers le contenu du document. De nombreux utilisateurs d'archives ne parviennent pas à se faire une idée de quel document il s'agit exactement et, en conséquence, ne sont pas non plus à même de saisir au préalable quelles informations ils pourront trouver dans les documents concernés. Paradoxalement, les descriptions archivistiques, destinées à rendre accessibles les archives, constituent un obstacle pour une grande part de leurs utilisateurs. Cette situation contradictoire s'explique dans une certaine mesure par l'élargissement – évolution positive par ailleurs – du public des services d'archives.

Actuellement, le public qui fréquente les services d'archives est davantage composé de chercheurs, qu'ils soient généalogistes, historiens locaux ou à la recherche d'informations sur un bien immobilier. Ces personnes connaissent généralement moins bien les méthodes d'ouverture à la recherche et la terminologie des centres d'archives. Ce n'est pourtant pas toujours par manque de formation ou d'expérience, car même les utilisateurs chevronnés et formés en histoire rencontrent parfois certains types de documents qu'ils n'arrivent pas à contextualiser. Il s'ensuit que certaines sources archivistiques risquent de rester inaperçues, surtout lorsque plusieurs mètres linéaires d'unités archivistiques similaires sont ouvertes à la recherche par une seule et unique description (ex : 'lettres de rémission, 1520-1792'), ce qui est souvent le cas.

Outils d'aide

Les centres d'archives ont pour mission de soutenir au maximum les recherches de leurs visiteurs. À cet effet, ils doivent les aiguiller dans l'interprétation des descriptions archivistiques et de la typologie documentaire. Au sein des salles de lecture, les collaborateurs des services d'archives assument un rôle important à cet égard, aux côtés des guides d'archives qui informent les visiteurs sur les diverses possibilités de recherche en fonction du type d'archives. Cependant, un nombre croissant d'utilisateurs consultent les archives et les inventaires en ligne. Bien que les sites internet des centres d'archives offrent à leurs lecteurs en ligne des guides et des jalons numériques, ces outils ne répondent pas toujours aux besoins. En l'absence d'un pendant numérique de 'l'employé de la salle de lecture', le degré



Registre des visites de la léproserie de Terbank, 1491-1552 (Archives de l'État à Louvain, Archives de la léproserie de Terbank, n° 14558). © Archives de l'État



Capture d'écran de la version de test de la plateforme TEMAS.
© Archives de l'État

de difficulté de l'interprétation des descriptions archivistiques en ligne est probablement encore plus élevé.

Il était dès lors plus que temps que soit développé un nouvel outil d'aide traitant cette problématique. En 2017, les Archives de l'État et la KU Leuven ont joint leurs forces dans le cadre du programme de recherche BRAIN, finan-



Registre de la confraternité de Saint-Jacques à Louvain, 1697-1786 (Archives de l'État à Louvain, Archives de la paroisse de Saint-Jacques à Louvain, n° 321). © Archives de l'État

cé par la Politique scientifique fédérale (Belspo). Le projet TEMAS, acronyme de *Thesaurus of Early Modern Archival Sources*, vise à développer une plateforme de connaissances dans laquelle sont présentés de manière conviviale quelque 500 types de documents des Temps modernes. Une première version de la plateforme TEMAS sera mise en ligne sur le site internet des Archives de l'État en juin 2019.

TEMAS

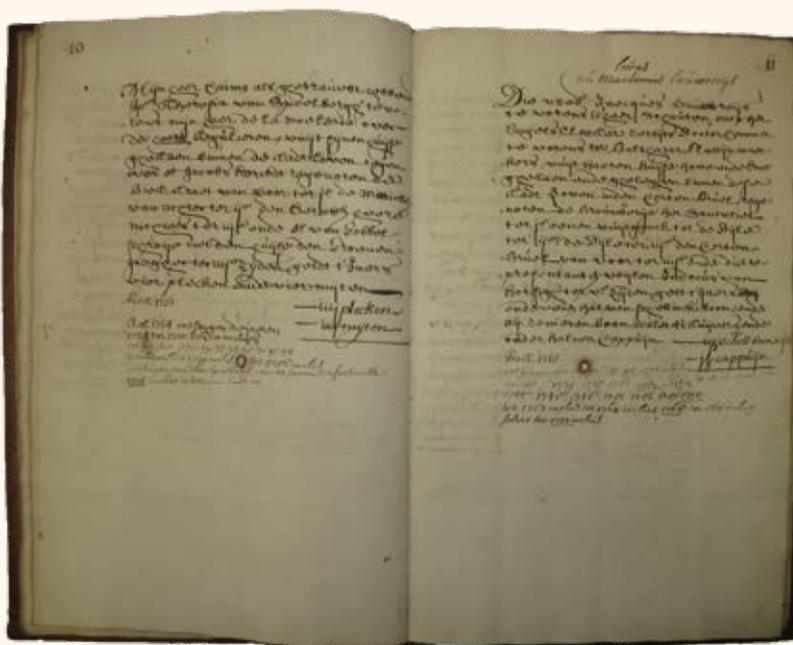
Comme l'indique l'intitulé du projet, TEMAS se concentre sur les typologies documentaires des Temps modernes (+/- 1500-1800). Le projet pilote étant limité dans le temps (2017-2019), il était difficile de couvrir une période plus vaste, allant du Moyen Âge à nos jours. Il serait cependant logique, par la suite, d'élargir la période couverte par le projet. Le choix s'est porté sur les Temps modernes en raison de la production d'archives particulièrement dynamique durant cette période. En effet, suite à la formation des États, aux processus de bureaucratisation, à l'évolution de la cartographie et aux conflits confessionnels, de nombreux nouveaux types de documents ont vu le jour, comme par exemple les registres de quartiers, les registres paroissiaux ou les atlas.

L'internaute pourra trouver sur la plateforme TEMAS la définition de quelque 500 documents-types, avec en sus une bibliographie de base, une description contextuelle sommaire et une liste des principales caractéristiques de chaque document. Les définitions constituent l'essentiel de la plateforme de connaissances, qui pourra également

contenir des informations plus détaillées. Dans le champ 'contexte', le chercheur pourra retrouver les circonstances de la genèse des documents concernés ainsi que la fonction et le rôle que ces documents ont joués dans les procédures administratives au fil des siècles. La description des caractéristiques des documents-types intégrera tant la forme matérielle que le contenu, c'est-à-dire le type de données, les formulations caractéristiques et la structure documentaire que l'on y trouve d'habitude. Des illustrations viendront compléter le volet didactique.



Statuts de la faculté de droit de l'université de Louvain, 1430-1517 (Archives de l'État à Louvain, Archives de l'ancienne université de Louvain, n° 609). © Archives de l'État



Une plateforme de connaissances des types documentaires des Temps modernes

En présentant des informations sur les différents types de documents via une plateforme centrale, le projet TEMAS entend offrir aux utilisateurs d'archives une clé leur permettant d'interpréter les descriptions archivistiques. À l'avenir, cette approche pourra être optimisée en présentant, pour chaque type de documents, non seulement les termes standards mais également les synonymes et les termes utilisés localement. Ainsi, à côté du terme standard 'œuvres de loi de l'échevinage', la plateforme mentionnera également l'appellation 'goedenissen', qui est typiquement brabançonne. De cette façon, la portée et les potentialités d'utilisation de la plateforme seront augmentées, compte tenu de l'identification obligatoire, via la terminologie locale, de types de documents mentionnés dans certains inventaires – surtout plus anciens.

TEMAS est également conçu comme un thesaurus, c'est-à-dire un glossaire vérifié où des relations hiérarchiques et associatives sont signalées. Via les rapports hiérarchiques entre 'le terme plus général' et 'les termes plus spécifiques', les utilisateurs pourront naviguer plus aisément dans la plateforme. Au départ d'un type de document général (ex : 'acte'), ils pourront d'un seul clic de souris passer à un document plus spécifique (ex : 'acte de baptême'), et vice versa. Le champ 'terme apparenté', quant à lui, renvoie les utilisateurs aux documents voisins, contenant des données similaires ou produits par un même processus administratif (ex : comptes et quittances y afférents). En présentant de cette façon les relations entre les documents des Temps modernes, la plateforme TEMAS permet aux utilisateurs de comprendre la cohérence entre les archives et de mener des recherches plus efficaces.

En rassemblant toutes ces données sur la typologie documentaire des Temps modernes, le site TEMAS deviendra une plateforme de connaissances unique sur les sources

archivistiques de la période 1500-1800. Pour développer le contenu de la plateforme, nous nous basons sur la littérature spécialisée relative aux documents des Temps modernes, sur des études historiques, des guides d'archives, des inventaires et sur le savoir et l'expertise de chercheurs et d'archivistes de toute la Belgique. L'approche centraliste donnera une plus-value à la plateforme TEMAS : en réunissant et en rendant accessibles les expertises qui étaient jusqu'à présent éparpillées, nous pourrons soutenir plus efficacement les chercheurs qui éprouvent des difficultés lors de l'interprétation de descriptions archivistiques. À plus long terme, nous visons à lier la base de données à des descriptions dans des inventaires numériques, afin que les utilisateurs d'archives qui rencontrent un type de document qui leur est inconnu puissent cliquer immédiatement sur une page avec des informations sur le document. TEMAS est donc appelé à devenir un outil incontournable pour découvrir la richesse des sources des Temps modernes !

L'auteure

Valerie Vrancken est docteure en histoire et collaboratrice scientifique aux Archives de l'État.

Plus

Site internet des Archives de l'État : www.arch.be, rubrique 'Projets de recherche' (avec vidéo de présentation du projet TEMAS).

Promoteurs: Eddy Put (Archives de l'État), Erik Aerts (KU Leuven).

Collaboratrice: Valerie Vrancken (Archives de l'État).

2014-2018, LES COMMÉMORATIONS SE TERMINENT MAIS LA RECHERCHE CONTINUE

Pierre-Alain Tallier
et Michaël Amara

Le centenaire de la Première Guerre mondiale a été l'occasion de remettre cette période sensible de notre histoire sous le feu des projecteurs. Il faut s'en réjouir tant cet événement a été la matrice du XX^e siècle. Petit bilan à l'heure de la fin des commémorations.

Sur le front des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, ces cinq dernières années ont été extrêmement riches en cérémonies officielles, expositions, colloques, conférences, journées d'études, films, documentaires, ouvrages scientifiques ou de vulgarisation. Les groupes de reconstitution ont également occupé l'espace médiatique à différentes reprises et reçu leurs lettres de noblesse lors du dernier défilé du 21 juillet. Des têtes couronnées au simple citoyen, chacun a pu trouver l'espace de souvenir ou de découverte qui lui convenait. À côté des cérémonies internationales très médiatisées organisées au Mémorial interallié de Cointe (Liège) et au Cimetière militaire de Saint-Symphorien (Mons) le 4 août 2014 ; à Ypres et à Nieuport le 28 octobre 2014 et, enfin, à Bruxelles le 11 novembre 2018, il n'est guère de communes qui n'aient proposé des activités spécifiques liées à la commémoration du souvenir du premier conflit mondial. Au-delà de la nécessité de s'interroger sur ce phénomène, à savoir, qui commémore, que commémorons-nous et pourquoi ? – le sujet a d'ailleurs fait l'objet de très nombreuses publications – il est tout aussi indispensable de réfléchir à cet engouement qui se dessine de plus en plus pour les aspects mémoriels. Il y a là un phénomène troublant qui voit parfois une déconnection profonde entre les demandes sociétales liées à notre histoire, qu'il s'agisse de la Première Guerre mondiale, de la Seconde Guerre mondiale ou de notre passé colonial, et les réponses de décideurs politiques qui se cantonnent par trop à l'événementiel alors qu'un travail de fond reste éminemment nécessaire.

Voilà qu'il y a quelques semaines, nous fûmes sollicités pour participer à un projet visant à commémorer la

mémoire des infirmières belges tuées dans l'exercice de leur mission, pendant la Seconde Guerre mondiale⁽¹⁾. Quelle merveilleuse idée ! Le temps n'était-il pas venu de combler cet incroyable oubli, de se rappeler de ces femmes si courageuses ? Les discours étaient presque écrits, la plaque prête à être gravée et on allait bien trouver quelque spécialiste pour mâtiner tout ça d'un vernis scientifique. Or, il ne fallut guère de temps pour se rendre compte que, toutes dévouées qu'elles aient été, aucune infirmière belge ne semble jamais avoir été tuée durant la dernière Guerre mondiale... Voilà que le besoin de commémorer avait été plus fort que la réalité du phénomène auquel il était censé s'adosser. La boucle était bouclée. La mobilisation de la mémoire avait pris le pas sur l'Histoire...



La construction de l'image de la reine soignante et mère des Belges. (Archives générales du Royaume, Collection de cartes postales Première Guerre mondiale) © Archives de l'État



Une mémoire douloureuse. Cérémonie de funérailles aux fusillés d'Anvers, 17 mars 1919. (Archives générales du Royaume, Collection iconographique concernant la Première Guerre mondiale. Photographies, Photo Paul Polinet, n°2668)
© Archives de l'État

La fin de non-recevoir donnée par le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco au projet de classement au patrimoine de l'humanité des sites de mémoires liés à la Première Guerre mondiale (champs de bataille et cimetières militaires pour l'essentiel), porté par le gouvernement flamand en collaboration avec les autorités françaises et wallonnes, donne également à réfléchir. S'il convient sans conteste de soutenir la défense d'un patrimoine unique et de veiller à transmettre un héritage historique inestimable, le défi consiste aussi à éviter l'instrumentalisation à outrance d'une mémoire vidée de son sens. Tourisme de mémoire uniquement tourné vers le développement du commerce, récupérations à des fins nationalistes ou développement de discours simplistes sont des écueils qui appellent à une vigilance constante. Il n'est pas question ici de remettre en cause les actions entreprises par le Commissariat général à la Commémoration de la Première Guerre mondiale ou les gouvernements régionaux et communautaires. Dans une large mesure, leurs objectifs de départ ont été atteints. Reste que la POLITIQUE mémorielle porte en elle le risque d'un mésusage de la mémoire qui doit sans cesse inciter les historiens à se poser la question de leur collaboration subsidiée à ce phénomène.

Face à cet écueil, le rôle des institutions chargées de conserver, de valoriser et de contextualiser notre patrimoine historique et mémoriel n'en apparaît que plus important. A un moment où la formation scolaire à la critique historique – et citoyenne – est de plus en plus réduite à la portion congrue ; alors que nombre d'établissements scientifiques sont contraints de tirer le diable par la queue, faute de financements adéquats ou de bâtiments en bon état, leurs missions n'en sont que plus centrales. Non contents de stimuler la recherche, il leur revient de veiller à ce qu'elle atteigne le grand public, intègre pleinement le débat public. Enfin, à l'heure des *fake news* et du *fact-checking*, est-il encore nécessaire de rappeler la valeur des faits face au souvenir ou l'importance des preuves que seules les archives peuvent étayer ?

Un salubre boom de la recherche

Au cours de ces dernières années, malgré un contexte budgétaire morose, les établissements scientifiques fédéraux ont tenté de jouer leur rôle et d'apporter leur contribution à une meilleure compréhension de la Première Guerre mondiale et de son impact sur la société. Précurseurs en la matière, les Archives de l'État s'intéressent à la Grande Guerre depuis plus de 100 ans. Dès le conflit terminé, une grande campagne de récolte d'archives fut organisée sous les auspices de la Commission des Archives de la Guerre afin de préserver les documents concernant cette période particulière de l'histoire de l'Europe et du monde. A l'époque, la Belgique ne disposant d'aucune législation en matière de préservation d'archives, le risque était grand de voir ces sources de premier ordre disparaître à jamais. Plus de cinq

kilomètres de dossiers provenant d'administrations publiques, d'institutions privées et de particuliers furent récoltés dans l'optique de pouvoir documenter l'expérience de guerre des Belges. Grâce à cette opération, des centaines de milliers de documents – enrichis de nouveaux dons et de nouvelles acquisitions – sont accessibles dans les différentes salles de lecture des Archives de l'État. Ces dernières années, un important programme de numérisation a été mis en œuvre qui permet aujourd'hui de consulter gratuitement, sur internet, plusieurs dizaines de milliers de documents d'archives, photographies, affiches ou dessins en tous genres.



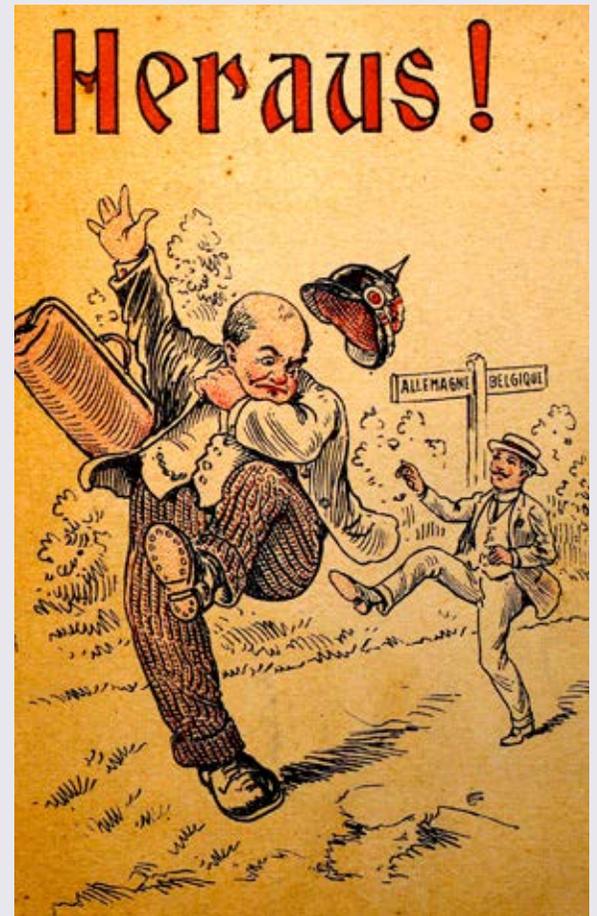
Une mémoire douloureuse (bis). Cérémonie de transfert des cendres de Gabrielle Petit, Aimé Smekens et Mathieu Bodson du Tir National au cimetière de Schaerbeek, 1^{er} juin 1919. (Archives générales du Royaume, Collection iconographique concernant la Première Guerre mondiale. Photographies, Photo Paul Polinet, n°2687)
© Archives de l'État

Publié dès 2010, un volumineux *Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique*⁽²⁾ avait permis de recenser d'innombrables sources souvent trop méconnues. Cet outil incontournable, financé par la Politique scientifique fédérale avait été rédigé pour faciliter la préparation des nombreuses activités prévues entre 2014 et 2018 et favoriser des recherches novatrices. Son objectif a été pleinement rempli.

Grâce au programme de recherche BRAIN-be, différents aspects du conflit ont été éclairés d'un jour nouveau. Les déportés, les anciens combattants, les résistants et autres collaborateurs ont été au centre de toutes les attentions grâce au Projet 'Great War from Below'. Quant au Projet MEMEX, il a permis de faire dialoguer spécialistes en histoire, en sciences politiques, en littérature et en psychologie autour de la question des mécanismes de la (re)construction mémorielle. Enfin le Projet JUSINBELGIUM a permis de se pencher sur le rôle des crimes de guerre commis en Belgique durant le premier conflit mondial dans la mise en œuvre des prémices du Droit international moderne. Dans les mois qui viennent, la clôture de ces projets donnera lieu à la publication d'études qui ne manqueront pas de marquer notre historiographie.

S'il est permis de s'interroger sur les causes et le bien-fondé de la commémoration aiguë de ces cinq dernières années, force est aussi de constater que les financements octroyés à cette occasion à la recherche en général, aux institutions scientifiques et aux universités en particulier, ont permis de favoriser la recherche historique et de l'ouvrir à de nouveaux horizons. La bibliographie rétrospective³ éditée fin 2018 par les Archives générales du Royaume permet d'asseoir cette assertion. Plus de 3.685 ouvrages et articles concernant les Belges et la Belgique durant la guerre 14-18 ont été publiés entre 2014 et 2018. Le phénomène commémoratif a bel et bien stimulé les chercheurs, permis des apports novateurs et l'apparition de nouvelles thématiques, qu'elles soient en lien direct ou non avec les grandes tendances historiographiques du moment : l'histoire du genre, des femmes et des enfants, mais aussi celle du phénomène mémoriel et des 'memories studies' (parfois malheureusement jusqu'à la caricature avec l'histoire de la mémoire à la mémoire). Les études liées à l'archéologie et au patrimoine de la Grande Guerre ont également fait florès, de même que celles consacrées au cinéma et à la littérature. Enfin, on constate une forte présence des ouvrages consacrés à l'histoire locale et aux parcours individuels. Dans ce dernier cas, il reste encore à déterminer s'il s'agit d'un effet de mode ou d'un phénomène de fond lié à la fin des grandes utopies et à l'individualisation de plus en plus marquée des sociétés européennes. À l'inverse, l'histoire militaire et l'histoire diplomatique semblent totalement passées de mode.

La fin de la période de commémoration ne signifie pas pour autant la fin des recherches. A titre d'exemple, un colloque sur la sortie de guerre et les traités de paix se tiendra au Palais des Académies à Bruxelles, en mai 2019. Enfin, de nombreuses thèses de doctorat, dont une bonne partie financée sur le programme BRAIN, seront soutenues en 2019.



Les appels au boycott des commerçants allemands après la Première Guerre mondiale bien avant les débuts d'une identité et d'une mémoire européenne. (Archives générales du Royaume, Collection de cartes postales Première Guerre mondiale) © Archives de l'État



Une mémoire pas toujours partagée. Entrée des soldats belges à Malmédy le 12 août 1919. (Archives générales du Royaume, Collection iconographique concernant la Première Guerre mondiale. Photographies, Photo Paul Polinet, n°2723) © Archives de l'État

Focus sur les Sorties de guerre à travers deux fonds d'archives

Avec l'Armistice vint le temps de sortir de la guerre. La reconstruction s'imposa d'emblée comme un enjeu essentiel de l'immédiat après-guerre. Les dégâts les plus importants avaient été infligés aux zones proches du front, en Flandre occidentale. Toutefois, les destructions étaient réparties dans tout le pays, que ce soit à Liège, à Anvers, à Dinant ou à Louvain. Au printemps 1919, pour coordonner l'action des différents acteurs en charge de la reconstruction, le Ministère de l'Intérieur créa un 'Office des régions dévastées'. Celui-ci était censé incarner la solidarité de la Nation envers toutes les communes touchées par les destructions. S'il connut un démarrage difficile, cet Office n'en coordonna pas moins la restauration ou la reconstruction de dizaines de milliers de bâtiments publics ou privés. Les archives de cet organisme, aujourd'hui conservées aux Archives générales du Royaume, témoignent de l'immense effort que les Belges fournirent durant la première moitié des années 1920. Composé de milliers de dossiers, de dessins, de croquis et de plans en tous genres, ces archives regorgent de pièces d'une grande valeur. Au-delà – et cela n'est pas suffisamment connu – elles permettent de retracer les prémices des grands enjeux urbanistiques qui traverseront le siècle. Certes, la reconstruction à l'identique l'emporta dans la majorité des cas mais l'opération fut aussi l'occasion de mettre en œuvre des expériences nouvelles telles que les cités-jardins et la construction de vastes ensembles de 'logements à bon marché', ancêtres de nos logements sociaux. En cela, la reconstruction fut une chance et une gigantesque entreprise qu'il convient d'étudier de plus près, tant elle incarne un défi majeur des années 1920.

Reconstruction des murs mais aussi des corps et des âmes. Pour les autorités en place après-guerre, il s'agit de réparer les blessures infligées par la guerre. Quasi entièrement occupée pendant plus de quatre ans, la Belgique offre ce particularisme de compter des centaines de milliers de victimes civiles. A la tribune de la Chambre, en 1919, Henri Jaspar, le Ministre des Affaires économiques s'exprima en ces termes : 'Les victimes civiles sont des soldats qui ont aussi eu leurs tranchées'. Dans un premier temps, au nom de la solidarité nationale et au prix d'un véritable bouleversement des normes traditionnelles, la volonté des autorités fut claire : aligner au maximum les réparations accordées aux soldats et aux civils. Des Tribunaux des Dommages de Guerre furent mis en place en 1919 pour examiner les demandes des victimes civiles du conflit. Pendant des années, ces juridictions verront défiler devant elles une cohorte de victimes avides de reconnaissance : ayants droit de civils fusillés par les Allemands, personnes blessées pendant les bombardements, travailleurs déportés ou résistants condamnés à des peines d'emprisonnement par l'occupant. En 1924, sur les 256.597 victimes civiles qui avaient introduit une demande devant les Tribunaux des Dommages de Guerre, 239.165 cas avaient été tranchés, pour des dédommagements dont le total avoisinait un milliard de francs ! Plus de 200.000 de ces dossiers d'indemnisation (relatifs aux dommages aux personnes) sont aujourd'hui conservés aux Archives générales du Royaume. En plus de constituer le reflet d'autant de destins individuels, ils donnent à voir combien la reconnaissance par l'État des dommages subis constitua une revendication perçue comme un indispensable préalable à la reconstruction de larges franges de la société belge d'après-guerre. Voici un vaste champ d'études qui ne demande qu'à être exploré...

Les auteurs

Pierre-Alain Tallier est chef de Département ff. 'Bruxelles' et chef de la section *Archives contemporaines* aux Archives générales du Royaume.
Michaël Amara est chef du service *Archives contemporaines* aux Archives générales du Royaume.

Plus

- (1) Conservées aux Archives générales du Royaume, les archives de la Croix-Rouge de Belgique produites durant la Seconde Guerre mondiale seront ouvertes à la recherche en 2019.
- (2) Pierre-Alain TALLIER (sous la direction de), *Guide des sources de la Première Guerre mondiale en Belgique*, série *Études sur la Première Guerre mondiale*, n°17, Archives générales du Royaume, Bruxelles, 2010, 1057 pages. Une version e-book de l'ouvrage est également disponible via <http://ebooks.arch.be>
- (3) Pierre-Alain TALLIER, Sofie ONGHENA & Sven SOUPART, *Cent ans – et plus – d'ouvrages historiques sur la Première Guerre mondiale en Belgique*, Bruxelles, 2018.

Site internet des Archives de l'État : www.arch.be

Retrouvez-y les archives, publications, projets et événements des Archives de l'État sur la Première Guerre mondiale (*rubrique Ressources en ligne*).



INCA DRESS CODE

Poncho de plumes

Pérou – Côte Nord, Culture Chimu, Intermédiaire récent, 1100 – 1470 ap. J.-C. Plumes, coton, 149 x 73 cm

© Linden-Museum Stuttgart. Photo A. Dreyer

La face avant est décorée de petits personnages portant une haute coiffe et tenant un objet dans une main.

La face arrière est quant à elle ornée de motifs géométriques et de grandes plumes.

Pour la première fois en Europe, le Musée Art & Histoire consacre une grande exposition à l'art du textile précolombien. Le public pourra également admirer des parures, des ornements et des bijoux exceptionnels. Exposition à ne pas manquer jusqu'au 24 mars 2019.

Le textile à l'époque précolombienne

Le textile servait évidemment d'habillement ainsi que pour décorer les murs de certaines habitations mais il avait surtout une valeur de richesse. Il était considéré comme un bien important, signe d'aisance financière, et était de ce fait un cadeau apprécié tant dans les échanges diplomatiques que par les divinités. Les premiers Espagnols qui découvrent ces territoires manifestent tout de suite un émerveillement face à la qualité de la production textile et comparent régulièrement celui-ci aux soieries européennes.

Ce qui faisait la richesse de l'étoffe n'était pas vraiment la coupe car celle-ci restait fort simple à cause du type de métier à tisser, mais plutôt par la qualité de la fibre, la richesse de l'ornementation et la diversité des couleurs et des symboles présents. Le porteur de ce vêtement indiquait ainsi sa position sociale, son appartenance à un groupe et exprimait également un discours religieux.

Lors de conflits, les vêtements et textiles étaient un véritable butin de guerre. Les prisonniers étaient déshabillés, signe de soumission et de honte alors que le vainqueur s'emparait des vêtements ou en faisait des offrandes aux dieux. Le chef du groupe soumis devait alors revêtir les mêmes habits que le vainqueur afin de montrer sa nouvelle allégeance. On constate donc qu'à l'époque précolombienne, le tissu est aussi un bien qui peut parcourir de grandes distances. En effet, offert par voie diplomatique ou par la conquête, le textile, plus que la céramique, est un

bien qui circule sur de longues distances. Cela rend ainsi problématique l'attribution de certaines pièces archéologiques à des cultures bien définies.

Paire de chaussures
Pérou, Inca, Horizon récent,
1450 – 1532 ap. J.-C.
Cuir de lama, laine d'alpaga,
24 x 10 cm
© Linden-Museum Stuttgart.
Photo A. Dreyer



Manto
Pérou – Côte Sud, Culture Paracas, Intermédiaire ancien, 200 av. J.-C. – 100 ap. J.-C. Laine de camélidé, coton, 240 x 88 cm

Ce magnifique manteau pourrait n'avoir été conçu uniquement pour accompagner le défunt. Ce tissu à fond bleu est orné de 53 motifs brodés, placés dans 4 orientations différentes. Dix couleurs apparaissent dans chaque motif mais dans une disposition différente. Les figures mythiques combinent des traits humains, simiens, d'oiseaux et de poissons. Chaque individu porte une tunique ainsi que des ornements en or.
© Linden-Museum Stuttgart. Photo A. Dreyer

Précédant la fabrication de la céramique et la maîtrise de la métallurgie, l'art du textile apparaît dans les Andes dès le début du VI^e millénaire av. J.-C. et sera le sujet d'innovations et d'enrichissement des techniques tout au long des siècles qui précèdent l'arrivée des Européens.

Le textile andin, un art majeur

Contrairement à d'autres civilisations et cultures, le textile est considéré comme un art majeur dans les Andes. À tel point que le textile, sa manière de le créer et son iconographie, ont influencé d'autres réalisations artistiques comme la céramique et même l'architecture. Nous savons également que le textile revêtait une symbolique importante et était sacré. En effet, on connaît des 'sacrifices' de textiles qui sont incendiés pour plaire à une divinité. De même, des défunts importants étaient littéralement emballés dans des couches de tissus, jusqu'à une douzaine.

Les textes des premiers Espagnols nous renseignent aussi sur l'importance du contrôle des matières premières comme le coton et la laine de camélidés par l'Empereur inca. De même, celui-ci possédait aussi des filatures et des ateliers de textiles qui ne travaillaient que pour son compte et produisaient les textiles les plus fins avec une iconographie qui le désignait comme le personnage régnant. Il s'agissait ainsi d'un art majeur de cour qui devait suivre des règles strictes.

L'exposition

Si nous connaissons bien (grâce notamment à de nombreuses expositions au Musée Art & Histoire) les différentes cultures des Andes (Pérou, Bolivie et Chili) par leurs céramiques, la métallurgie et leurs momies, le public n'a pas une image claire de la manière dont ces gens vivaient et étaient habillés. Quelles étaient les fibres utilisées ? Quelles étaient les colorants disponibles ? Comment les textiles étaient-ils fabriqués ? Que portaient-ils aux pieds ? Ce sont autant de questions que les visiteurs se posent. Cette exposition est ainsi la possibilité de montrer la magnificence de certains textiles, la sophistication de certains motifs, les couleurs très diversifiées et éclatantes encore aujourd'hui de ces fibres et plumes du passé précolombien. Nous voudrions ainsi 'habillés' ces gens du passé en présentant leur garde-robe (chaussures, vêtements, coiffes et bijoux) et donner la possibilité aux visiteurs de les côtoyer dans leur quotidien. Pour ce faire, l'exposition se déroulera en trois temps forts.

La première partie donnera toutes les informations nécessaires pour comprendre et apprécier la qualité des objets. Nous expliquerons les différentes fibres à disposition, les colorants et la manière d'obtenir les fils nécessaires au tissage. Nous exposerons un champ de coton et des lamas et alpagas empaillés ainsi que des ballots de laine qui pourront être touchés par le public. Par la suite, nous exposerons la manière dont les tissages se faisaient et quels étaient les types de tissus obtenus et la manière de les décorer. Ce sera aussi l'occasion de présenter la chronologie et la géographie des Andes, informations nécessaires pour entreprendre le voyage de la deuxième partie.

Dans cette partie qui est le corps de l'exposition, nous présenterons par ordre chronologique et géographique les productions textiles, ainsi que les parures des Andes. Près de 200 objets seront exposés dont des pièces exceptionnellement bien conservées et des oeuvres majeures qui proviennent de musées européens et de collectionneurs privés. La chronologie du Pérou est divisée en 'Horizons' et 'Intermédiaires'. Les Horizons sont des périodes où une civilisation en particulier impose son pouvoir et son influence sur tout le Pérou. Les périodes dites intermédiaires voient la coexistence de plusieurs civilisations avec leur style et variations régionales. En d'autres mots, dans l'histoire ancienne du Pérou, des périodes de relative uniformité culturelle (Horizons) alternent avec des époques d'une grande diversité régionale (Intermédiaires). C'est ainsi que pendant les périodes Intermédiaires, il existe une succession de petits royaumes qui s'étalent du Nord au Sud.

La dernière partie sera dédiée aux textiles et parures de l'époque coloniale et postcoloniale. Il sera ici question de montrer la pérennité de la tradition précolombienne. Les Européens arrivent dans l'actuel Pérou en 1521 et changeront profondément les us et coutumes des populations présentes. Des combats et des luttes feront jour un peu partout et verront s'affronter des mondes culturels différents, également dans l'armement. Une longue période de transition se fera avec un métissage des cultures qui transparaîtra également dans les productions artistiques, et évidemment aussi dans les vêtements. De plus, les tisserands actuels continuent à tisser de manière ancienne et parfois avec des motifs hérités de plusieurs siècles de tradition. Nous pourrions exposer la très belle collection de tissus et vêtements des MRAH qui datent des années 1940, ce qui en fait est une des plus vieille et plus riche collection ethnographique connue, malheureusement rarement exposée.

(Source: MRAH)



Unku de plumes
Pérou, Culture Inca, Horizon récent,
1450 – 1532 ap. J.-C.
Coton, plumes, 70 x 65 cm
© Linden-Museum Stuttgart. Photo A. Dreyer



Paire d'ornements d'oreilles
Pérou – Côte Nord, Culture Chimu, Intermédiaire récent, 1100 – 1470 ap. J.-C.
Coquillages, pierre, bois, 9,5 cm

Ces disques d'oreilles sont ornés d'un personnage à grande coiffe semi-circulaire. Il s'agit d'un personnage important car lui-même porte des ornements d'oreille et un sceptre, signe de pouvoir. Les morceaux de spondyle, de nacre et de pierres semi-précieuses ont été collés avec de la résine.

© Linden-Museum Stuttgart. Photo A. Dreyer

SCIENCE CONNECTION

est le magazine gratuit de la Politique scientifique fédérale (Belspo)

Editeurs responsables :

An Bergs, Pierre Bruyère et Frank Monteny
Avenue Louise, 231
B-1050 Bruxelles

Coordination :

Patrick Ribouville
scienceconnection@belspo.be
www.scienceconnection.be

Ont collaboré à ce numéro :

Michaël Amara (Archives générales du Royaume), Joëlle Bertrand (Politique scientifique fédérale), Laurence Burnotte (Politique scientifique fédérale), Adina Cismaru Inescu (ULiège), David Cox (Politique scientifique fédérale), Joke Depraetere (UGent), Stéphanie Deschamps (Archives générales du Royaume), Lotte De Schrijver (UGent), Friedel Geeraert (Bibliothèque royale de Belgique), Francesco Gelati (Archives générales du Royaume), Hanna Huysegoms (Bibliothèque royale de Belgique), Ines Keygnaert (UGent), Anne Lemonne (INCC), Karolien Lenaerts (HIVA-KU Leuven), Laurence Lenoir (Politique scientifique fédérale), Jacques Lust (Politique scientifique fédérale), Dirk Luyten (Archives générales du Royaume/CegeSoma), Patricia Mergen (Musée royal de l'Afrique centrale), Laurent Nisen (ULiège), Anne Nobels (UGent), Kristien Opstaele (Musée royal de l'Afrique centrale), Carole Paleco (Institut royal des Sciences naturelles de Belgique), Bertrand Renard (INCC), Patrick Ribouville (Politique scientifique fédérale), Eline Sciot (Musée royal de l'Afrique centrale), Pierre-Alain Tallier (Archives générales du Royaume), Sem Vandekerckhove (HIVA-KU Leuven), Tom Vander Beken (UGent), Karine Vandermeiren (Sciensano), Christophe Vandeviver (UGent), Joris Van Loco (Sciensano) et Valerie Vrancken (Archives générales du Royaume).

Les auteurs sont responsables du contenu de leur contribution.

Photo de couverture: © MRAC, Jonas Van de Voorde

Tirage :

13.000 exemplaires en français et en néerlandais.

Abonnement :

www.scienceconnection.be

Tous les numéros sont disponibles en format PDF.

Une erreur à votre patronyme ? Une adresse incomplète ? Un code postal erroné ?
N'hésitez pas à nous le faire savoir par retour de courrier électronique ou en nous renvoyant corrigée l'étiquette collée sur l'enveloppe contenant votre magazine.

Conception graphique et impression :

Goekint Graphics
www.goekint.be
Imprimé avec des encres végétales sur un papier respectueux de l'environnement.

La mission de la Politique scientifique fédérale (Belspo) est la maximalisation du potentiel scientifique et culturel de la Belgique au service des décideurs politiques, du secteur industriel et des citoyens : 'une politique pour et par la science'. Pour autant qu'elle ne poursuive aucun but commercial et qu'elle s'inscrive dans les missions de la Politique scientifique fédérale, la reproduction par extraits de cette publication est autorisée. L'Etat belge ne peut être tenu responsable des éventuels dommages résultant de l'utilisation de données figurant dans cette publication.

La Politique scientifique fédérale ni aucune personne agissant en son nom n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette publication ou des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation des textes, pourraient y subsister.

La Politique scientifique fédérale s'est efforcée de respecter les prescriptions légales relatives au droit d'auteur et de contacter les ayants droits. Toute personne qui se sentirait lésée et qui souhaiterait faire valoir ses droits est priée de se faire connaître.

© Politique scientifique fédérale 2018
Reproduction autorisée moyennant citation de la source.

Interdit à la vente.



BALLON DE FOOT FAIT DE SACS EN PLASTIQUE
Choisi par **Vincent Kompany**

Le nouvel
AfricaMuseum
est ouvert !

« Ce ballon de foot réalisé à partir de sacs en plastique prouve comment, en dépit de circonstances difficiles, on peut être créatif et voir du potentiel dans les matériaux du quotidien. »

CRÉEZ VOTRE PROPRE AFRICAMUSEUM

MONAFRICAMUSEUM.BE